

L'Occident de défense de

Maurice BARDECHE :

De la liberté au terrorisme

●

Lucien REBATET :

Anniversaire de la mort du Général De Gaulle

●

SUR JULIUS EVOLA

Jean VARENNE :

Présentation de Julius Evola

Eric De HERST :

Julius Evola, critique de l'esprit bourgeois

●

Jean MADIRAN :

La droite et la gauche

●

Eric DESENTIS :

Charles Maurras et l'Eglise de l'Ordre

●

Pierre HOFSTETTER :

Le monde malade du jugement de Nuremberg

Au sommaire du No 22 des
CAHIERS DES AMIS DE ROBERT BRASILLACH

- *Jacques Isorni* répond à Halimi
- *Céline et Brasillach*, par Philippe Alméras
- Tous les articles écrits par *Robert Brasillach* sur l'œuvre de *Céline*
- *Brasillach et Malraux*, par Gérard Sthème du Jubécourt
- Tous les articles de *Robert Brasillach* sur l'œuvre d'*André Malraux*
- *La Fontaine vu par Robert Brasillach* et Auguste Bailly
- *Les apprentissages de Robert Brasillach*, par Roger Duhamel
- Textes de Maurice Bardèche, Pierre Dudan, Inès Donado, J.-P. Hamblenne, Madou Pacora, Louis Le Bastard, Pierre Favre.

*
**

L'Association des Amis de Robert Brasillach, case postale 2755, 1002 Lausanne (Suisse), présidée par Pierre Favre, édite chaque année un CAHIER et plusieurs *Bulletins* de liaison (77 numéros à ce jour).

*
**

Le président fait un pressant appel à tous ceux qui aiment l'œuvre de Robert Brasillach et entendent contribuer à sa diffusion.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année

NOVEMBRE 1977 — N° 152

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *De la liberté au terrorisme* 3
 - Lucien REBATET : *Anniversaire : la mort du Général De Gaulle* 10
 - Jean VARENNE : *Présentation de Julius Evola* 15
 - Eric DE HERST : *Julius Evola, critique de l'esprit bourgeois* 21
 - Eric DESENTIS : *Charles Maurras et l'Eglise de l'ordre* 31
 - Jean MADIRAN : *La Droite et la gauche* 39
 - Pierre HOFSTETTER : *Le monde malade du jugement de Nuremberg* 49
 - M. B. : *Un analyste américain de la falsification de l'histoire, Arthur R. Butz* 57
 - X X X : *Leurs figures : Simon Wiesenthal* 64
 - D. S. : *Les Ecologistes et l'industrie atomique* 73
 - Mary MEISSNER : *L'Immigration dans le monde* 77
-
- LES LIVRES DU MOIS, par Jean-Paul Roudeau : *Nouveau livre américain sur le « Génocide de 1945 », par A. M. de Zayas ; Une revue féminine internationale d'Espagne : « ERIKA », (Ed. Bausp) A l'heure de la colère, par Pierre Poujade ; Pedigrée du vampire, par Pierre Gripari ; Les derniers jours du Fascisme en Europe, par Jacques de Launay ; Chronique tranquille de Patrice Dumby, par Michel Mourlet ; Trois siècles d'histoire de France : d'Henri IV à Louis XVI, par Georges Lenotre* 83
 - TRIBUNE DES MOUVEMENTS : *Pour l'unité des groupes d'extrême-droite* par Pascal GAUCHON 93

Nouvelle adresse : B.P. 97, 75962 Paris-Cedex 20 - C.C.P. 65 35 65 Paris

BULLETIN · D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F..
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F..
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	35 F..
Abonnement de soutien	100 F..

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal

adressé à « *Défense de l'Occident* »

B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

De la liberté au terrorisme

Enfin, nous y voilà. La liberté, qui avait donné jusqu'à présent des fruits amers, donne maintenant des fruits explosifs. Cette leçon serait solitaire si on la comprenait. Mais comme personne, dans le monde où nous vivons, ne semble disposé à relier les effets aux causes, ouvrons les écluses des vérités premières pour ceux qui voudront bien en profiter.

Dans un manifeste depuis longtemps oublié, la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, on lisait cette phrase qu'on m'avait fait apprendre par cœur à l'école primaire : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. » Ce précepte fort juste, mais d'une application difficile, devrait être inscrit sur le fronton de nos monuments et surtout au fond de nos consciences. Au bon vieux temps, c'était une des revendications fondamentales de la démocratie.

Les hommes « vertueux », car dans ce temps-là, c'était le grand mot, qui rédigèrent cette sentence ne semblent pas s'être aperçus qu'elle était contradictoire avec la règle essentielle du régime idéal auxquels ils rêvaient. Car le premier résultat du suffrage universel dégageant une *majorité* est de soumettre aux décisions des *majoritaires* la liberté de la minorité. Cette contradiction est masquée dans les pays où, comme en Angleterre, la minorité est officiellement consultée sur la politique choisie par le gouvernement : mais ce n'est qu'un masque parce que, sur les options importantes, l'opposition se borne à objecter et n'a pas d'autre pouvoir. Lénine a été le seul à tirer clairement les conséquences de cette contradiction : quand un parti majoritaire (les *bolcheviki*, c'est le sens du mot) s'est dégagé, les minoritaires (les *mencheviki*) n'ont plus qu'à s'incliner, leur liberté s'évanouit. Ce qu'un de ses lieutenants résumait par cette phrase lapidaire : « Quand les bolcheviks sont au pouvoir, la place des mencheviks est en prison. »

Cette règle est restée celle de tous les partis communistes sous le nom obscur de *centralisme démocratique*. Quand la majorité a pris position, cette position est obligatoire pour tous les membres du parti : ils doivent obéissance quand la ligne a été définie, c'est la base de leur discipline.

Cette contradiction fondamentale n'a pas été effacée quand les démocraties ont vu se développer les structures démocratiques, elle s'est étendue, au contraire, à des secteurs qui paraissaient peu exposés à l'omnipotence majoritaire. La liberté d'expression, puis la liberté d'association, la liberté de manifester, enfin le droit de grève apparurent d'abord comme des barrières dressées devant les excès d'autorité des hommes que la victoire électorale avait portés au pouvoir et par conséquent comme des instruments de la liberté réelle. Elles le furent souvent en effet, elles le furent longtemps, elle devraient l'être en principe. Mais à mesure que ces diverses libertés firent naître de puissants instruments d'action, qu'elles touchèrent des centaines de milliers de lecteurs ou d'adhérents, qu'il fallut diriger et même dans certains cas enrégimenter pour que les instruments ainsi créés soient efficaces, la part de liberté réelle dont chacun pouvait disposer ainsi diminua peu à peu, devint nulle et finalement se transforma en une sujétion supplémentaire, d'autant plus astreignante qu'elle était invisible.

La grande presse, malgré son apparente diversité, la radio et la télévision, malgré leurs face-à-face et leur apparente « ouverture », les partis et les syndicats malgré leur pluralisme, ne sont que des trompe-œil. En réalité par leur taille même, ni les uns ni les autres ne sont libres, ils servent les groupes qui les financent et qui leur permettent de rassembler et de tenir en mains une « clientèle », ils propagent les idées et les interprétations qui sont conformes aux intérêts de ces groupes et par conséquent ils ne représentent plus une part de liberté réelle déléguée par chacun de nous, mais, au contraire, ils entreprennent sur notre liberté, ils nous filoutent, ils nous refilent de la fausse monnaie. Ils le font sournoisement et habilement puisque la plupart des gens voient dans leur journal, leur parti ou leur syndicat un interprète fidèle de leur façon de penser : en réalité, c'est le

contraire qui est vrai, leur façon de penser n'est plus que le reflet de ce qui est écrit dans leur journal ou des mots d'ordre de leur parti ou de leur syndicat. Les instruments de la liberté réelle ont donc été confisqués et utilisés pour notre domestication : et le fait que certains partis, syndicats ou journaux soient antimajoritaires n'y change rien, cela signifie seulement qu'ils sont au service d'autres hommes que ceux qui gouvernent et qu'ils travaillent pour d'autres formes de bourrage de crâne et de sujétion.

Si notre pensée est ainsi modelée et, à notre insu, prisonnière, notre liberté individuelle qui devrait être le dernier bastion de notre liberté n'est pas moins menacée et, dans bien des cas, elle nous est purement et simplement refusée. Les modes d'action des syndicats et en particulier l'exercice du « droit » de grève sont édifiants. Le « centralisme démocratique » joue et gagne à tous les coups, les majoritaires, comme au temps de Lénine, imposent de force leur volonté aux minoritaires. Il n'est pas permis d'aller au travail et par conséquent il est obligatoire de perdre une partie de son salaire si la majorité en a décidé ainsi : et non seulement, c'est obligatoire, mais c'est une « provocation » d'agir autrement et cette « provocation » mérite brimades et quarantaine, souvent coups et sévices. Par cette méthode, des bureaucrates syndicaux décident à la place de ceux qui travaillent et les privent de toute liberté, toujours au nom de la liberté.

L'exemple le plus scandaleux et le plus instructif de cette confiscation de la liberté a été donné par la guerre syndicale menée pendant deux ans par le Syndicat du Livre contre *Le Parisien Libéré*. Non seulement le syndicat refusait au directeur du journal le droit de choisir librement ses ouvriers et de gérer son journal comme il l'entendait, mais il interdit aux imprimeries d'imprimer le journal qu'il avait condamné. Et pour faire respecter son *oukase* (c'est ainsi qu'on nommait les édits arbitraires des tsars imposés par la force), le syndicat employa la violence, assiégea les imprimeries de province qui avaient enfreint ses ordres, empêcha la sortie des voitures, eut des groupes armés qui arrêtaient sur la route les camionnettes du *Parisien* et les

brûlaient. Cet exemple de tyrannie syndicale, qui n'a pu être terminée que par un compromis dont les contribuables ont fait les frais, n'est pas unique. Cette même tyrannie est d'usage aux Etat-Unis où les grands syndicats ont leur police privée, leurs nervis appointés et même leurs tueurs et imposent par la violence des restrictions autoritaires de la liberté auxquelles le gouvernement américain n'a jamais eu le courage de s'opposer.

Ainsi, dans les deux domaines les plus sensibles et peut-être les plus importants de notre liberté, notre *for intérieur* et notre *liberté individuelle*, l'exercice de notre liberté nous est refusé. Nous sommes *pris en charge*, là subrepticement, ici ouvertement et par contrainte. On pourrait épiloguer longuement sur cette *prise en charge* qui va plus loin qu'on ne le pense généralement : car nous sommes pris en charge pour notre prévoyance (par la Sécurité Sociale), pour nos économies (par les versements obligatoires aux caisses de retraites), pour notre contribution à la bienfaisance et aux distributions de la collectivité (par les impôts) : enfin on se substitue à nous en toutes choses, et, non seulement nous sommes des *assistés*, pour beaucoup de responsabilités personnelles qui nous sont retirées, mais encore des *mineurs* qui n'ont pas la disposition de leurs revenus et de leurs actions. Au terme de cette abdication, nous nous apercevons qu'il existe des administrations de notre liberté qui se chargent de la refondre, de la transformer, de l'usiner et qui nous la rendent à l'état comestible, c'est-à-dire n'ayant plus rien de commun avec la liberté naturelle.

Que cette administration de notre liberté s'accompagne de contraintes en la plupart de ses domaines, c'est un trait tout à fait caractéristique du monde moderne. Que cette administration, et par conséquent cette contrainte, soient confiées arbitrairement à des gérants qui échappent à notre choix, c'est un sujet de réflexion, mais secondaire, car nous ne devons pas imaginer qu'en confisquant notre liberté, on nous la rendra par un autre canal. Mais ce qui est nouveau, c'est l'apparition depuis quelques années de *bénévoles* de cette administration de la liberté qui se sont mis en tête de nous expliquer ce que nous devons vouloir et

qui se croient tenus de nous empêcher, pour notre bien, de vouloir autre chose.

Ce combat spontané contre ce qui reste de liberté dans nos démocraties délabrées a été mené au nom d'une autre revendication qui fut découverte au milieu de leurs querelles par ces grands ancêtres de 1789 qui avaient proclamé tant de beaux principes dont ils virent rapidement les conséquences. Ce fou de Barnave, qui devait finir sous la guillotine, avait été le premier à déclarer : « L'insurrection est le plus sacré des droits et le premier des devoirs ». (Je cite encore de mémoire, mais c'est le sens). Au nom du *devoir* de l'insurrection, il était donc licite, il était même recommandé, *d'imposer* des solutions minoritaires par la violence et par l'émeute, recours qui annulait ce « suffrage universel » sur lequel on prétendait fonder la nouvelle société. C'était reconnaître la contradiction que nous signalions plus haut : c'était aussi instituer le *soulèvement* comme procédé permanent de rectification d'un état de fait déclaré injuste. Soulèvement de qui ? La formule était ambivalente : car la colère peut naître de partout. Le mot de Barnave contient la journée du 10 Août, mais aussi le 18 Brumaire, deux « ras-le-bol ». Le pouvoir est désormais au bout des fusils, mais quels fusils ? Prétoriens ou barricades. On sauve la liberté en supprimant la liberté. Mais qui la sauve et pour quoi ? Les communistes russes pensent qu'ils jouissent de plus de liberté que nous : ils ont choisi la liberté de ne pas avoir de liberté. On retrouve le mot de Malraux qui complète celui de Barnave : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». La contradiction interne que contient la notion de démocratie est toute entière dans ces deux maximes.

Or, le nouveau code moral institué en 1945 est fondé essentiellement sur cette apologie de l'insurrection. Qu'est-ce que la « résistance », sinon une insurrection dite « légitime » ? Qu'est-ce que les « maquis » sinon le règne du terrorisme et la politique des exécutions sommaires ? Qu'est-ce que les hommages aux résistants allemands qui ont trahi l'Allemagne au combat, qui se sont réfugiés à l'étranger pour y chercher des bases pour leur lutte, sinon l'exaltation du « noyautage », des groupes secrets, des affiliations

criminelles ? Qu'est-ce que nous reprochons donc à Baader et à ses complices ? Ils font ce que nous avons approuvé. Ils le font seulement avec des méthodes inédites qui révoltent. Par leur lâcheté. Mais le massacre de Voiron, une famille de milicien avec des enfants au berceau, massacrée par les maquisards, est-ce que ce n'était pas une lâcheté ? Les journaux publient aujourd'hui des placards composés des photos des « bandits » qu'on demande à la population de dénoncer. Ces placards, nous les avons déjà vus. Où ? Dans le métro et dans la rue en 1944 : c'était ceux des « francs-tireurs », tueurs, auteurs d'attentats et autres « bandits » que la police militaire allemande recherchait. Baader et ses complices sont les fils de notre folie, de la folie que nous avons officiellement approuvée et proposée comme idéal. C'est nous qui avons inventé le terrorisme.

Cette fuite en avant des démocraties empêtrées dans leurs contradictions politiques et historiques, où nous mène-t-elle ? En quoi nos « démocraties » fondées partout sur le mensonge, sur le truquage des lois électorales, sur la toute-puissance de l'argent, sur l'impunité des gredins milliardaires, sur l'asservissement hypocrite de l'individu, sont-elles « légitimes » ? Aucun régime n'est et ne peut se prétendre « légitime ». Tout régime est fondé sur un état de fait : il n'y a ensuite que des degrés dans l'hypocrisie. La seule apparence de légitimité que puisse avoir un régime, c'est son utilité. Il maintient un certain ordre, jamais parfait, mais qui a le mérite d'exister : à l'intérieur de cet ordre, il assure la sécurité, c'est tout ce qu'on peut lui demander. Mais, au moins, cette sécurité que nous achetons si cher doit-elle être entière. Puisque les régimes ne sont fondés en réalité que sur la force, ils abdiquent et se détruisent eux-mêmes quand ils laissent une autre force se dresser contre eux et les défier.

Or, les démocraties, parce qu'elles ont *sacralisé* l'insurrection, parce qu'elles ont admis que les idées « généreuses » pouvaient conduire à des actes apparemment « criminels », mais en réalité excusables, parce qu'elles sont obstinément attachées à un certain mythe de la liberté qui permet de masquer l'escamotage réel de la liberté, parce qu'elles ont affirmé qu'on ne paie jamais trop cher le privilège de jouir

de ce faux bien, sont radicalement désarmées dans leur lutte contre le terrorisme. Leurs cris de triomphe sont prématurés. Pourquoi ? Parce qu'on ne combat pas efficacement le terrorisme en laissant aux terroristes la possibilité de circuler, de se concerter, de préparer, de frapper, au nom de la sacrosainte liberté. Pourquoi l'U. R. S. S. et les U. S. A. sont-ils seuls protégés contre les entreprises du terrorisme ? Parce que leur régime, soit par un arbitraire total permettant d'intervenir à toute heure, soit par un filtrage des entrées qui permet de stériliser le recrutement, dispose naturellement d'une médication préventive. On ne peut, en effet, s'opposer efficacement au terrorisme qu'en *prévenant* son action : c'est-à-dire en ne se contentant pas d'« interpellier », puis de relâcher aussitôt par légalisme les complices, boîtes aux lettres, courriers, logeurs et autres porteurs de germe du terrorisme, lesquels sont pour la plupart connus, répertoriés, mais que l'esprit du « libéralisme avancé » amène à respecter religieusement au nom des mythes dont la poursuite chimérique nous ruine et nous paralyse.

C'est cette robe d'innocence qu'il faut déchirer : mais il faut la déchirer totalement. C'est aux mythes qu'il faut renoncer avant tout. Celui de l'insurrection bienfaisante et sacrée. Celui des tueurs « généreux » qui vengent le faible et l'innocent, sur le dos d'autres faibles et d'autres innocents. Celui de la liberté « qu'on ne paie jamais d'un prix trop élevé ». Celui du « libéralisme avancé » qui ne conduit pour l'instant qu'au « terrorisme avancé ». Celui du respect des « formes » qui rend la justice non seulement boiteuse, mais goutteuse et paralytique. Mais n'attendons pas cela de nos démocraties. Leurs victoires, si elles en remportent d'autres dans cette lutte, seront nécessairement éphémères. Elles ne peuvent rien contre le fils bâtard qu'elles portaient depuis longtemps dans leur ventre et dont elles ont enfin accouché. Elles regardent le terrorisme avec épouvante, mais elles reconnaissent en lui des figures aimées. Et elles se détournent avec horreur et avec angoisse de cette vérité que seuls des régimes de restauration de l'autorité pourront être dans l'avenir des régimes de restauration de la sécurité.

Maurice BARDECHE.

Anniversaire :

La mort du Général De Gaulle

Le 10 novembre 1970, il y a sept ans, les Français apprenaient la mort subite du général De Gaulle. Pour cet anniversaire, il nous a paru intéressant de publier cet extrait de Journal intime de Lucien Rebatet, que Rivarol avait déjà fait paraître dans n° du 19 novembre 1970.

● *Je tiens depuis ma vingtième année, un journal intime. Surabondant à l'origine, il est devenu fort irrégulier par la suite. Mais j'y ai toujours consigné mes impressions et réflexions sur les grands événements. J'en détache pour RIVAROL mes notes de la semaine dernière sur la mort de Charles De Gaulle. C'est la première fois que je publie un extrait de ces cahiers.*

MARDI 19 NOVEMBRE. Couché et levé très tard comme d'habitude, je me fais la barbe vers midi quand le téléphone m'interrompt. C'est le docteur J. B... qui m'appelle de province :

- Eh bien ! c'est un beau jour !
- Pourquoi donc ?
- Mais le général est mort ! Vous ne le savez pas ?
- Pas du tout ! Je ne prends jamais la radio le matin. Véronique est sortie. En voilà une nouvelle !

Je suis ravi de la tenir de cet impeccable et clairvoyant militant, possédant une des plus belles bibliothèques anti-conformistes de France, et dont la bruyante colère m'apprit déjà l'échec du Petit-Clamart... Il n'est pas moins enchanté d'être le messenger de l'événement auprès de moi. Grands éclats de rire dans nos deux appareils. Commentaire simultané : « Quel dommage que ça se produise si tard ! »

Dire que j'ai sourdement espéré d'apprendre cette mort pendant des années, chaque fois que j'ouvrais la télévision ou la radio... Dire que je l'ai imaginée interrompant soudain une conférence de presse du personnage... Et que cela aurait pu arriver s'il promenait depuis longtemps cet anévrisme

non détecté... L'Algérie aurait pu rester française, l'Europe politique se former. Cela ne tenait peut-être qu'à un fil de tissu artériel.

Le respect dû à la mort ? Hé, ce monsieur l'a-t-il jamais respectée ? Qu'on se souvienne du mot atroce sur Laval : « Tiens, qu'est-ce qu'il est devenu celui-là ? ». Et, s'il n'avait pas quitté le pouvoir en janvier 1946, il m'aurait certainement liquidé quelques mois plus tard. Et quand j'ai été condamné à mort par la Cour de justice de son invention, ses séides ont bu le champagne. Ces gens-là proclament sans cesse qu'ils ne veulent pas oublier. Moi non plus. Ils s'en font un devoir. Moi aussi.

La télévision de treize heures m'apporte les premiers commentaires. De Gaulle, par testament daté de 1952, a refusé les obsèques nationales, réclamé d'être enterré à Colombey, spécifié qu'aucune personnalité officielle ne devrait assister à la cérémonie, qu'aucune oraison funèbre ne serait prononcée. Une exigence de simplicité qui ne trompe personne. C'est la suprême marque d'orgueil. Il s'est placé au-dessus des honneurs réservés aux maréchaux, aux grands écrivains, aux présidents de la République. Ne pas confondre ! Lui, il a été le super-héros. Et nul besoin que l'on célèbre sa gloire. Il s'en est chargé tout seul.

Jour de deuil national jeudi. Messe de Requiem à Notre-Dame devant un triple quarteron de chefs d'Etat, dont beaucoup d'Africains, mais aussi Richard Nixon. La sensation mondiale est indiscutablement énorme.

Les coups de téléphone allègres se succèdent tout le jour. Plusieurs autres médecins. Chers toubibs, les plus lucides, sans cesse au contact du réel. A eux on ne la fait pas. Propos de l'ami roumain G. B..., le plus raffiné, comme à l'ordinaire : « Un qui doit se frotter les mains, dit-il, c'est Pompidou. Le second tome des *Mémoires de l'Espoir* ne paraîtra pas, celui où il aurait été joliment étrillé. »

Passé exceptionnellement deux heures ce soir devant la télévision à regarder une copieuse biographie filmée du général. N'a-t-il tenu une place aussi considérable qu'à cause de la petitesse de tous les autres politiciens de son temps, Churchill et Staline exceptés ? En tout cas, même si on lui concède l'envergure du tempérament, elle a coïncidé avec

un esprit buté sur bien des points jusqu'à la stupidité. Et que dire de la mégalomanie ! Je réentendais encore tout à l'heure avec ébahissement son discours d'août 1944 en Normandie sur la libération de la France. Pas une allusion aux alliés. La France, c'est-à-dire De Gaulle, ayant chassé toute seule les Allemands. Et cette légende bouffonne est encore avalée sérieusement parce qu'une vaste clique en vit. Un jour viendra, cependant, où elle fera s'esclaffer même les historiens français.

Culot, ruse, objectifs de vanité et de démagogie, de fausses grandes vues n'embrassant que des chimères, non, cela ne compose pas un immense personnage historique comme le répètent ce soir les journaux, radios et télévisions du monde entier. Quant aux méfaits du brigadier à titre temporaire, j'ai consacré, semaine par semaine, à leur analyse dans RIVAROL ou dans mes cahiers la valeur de trois gros volumes. Je n'en retranche pas une ligne. Un véritable homme de gouvernement, ayant eu la chance de réussir le coup de poker — car ce ne fut rien d'autre — du 18 juin 1940, aurait rempli une autre destinée, pour son pays et pour lui.

Mais *Mein Gott* ! combien le pamphlétaire des DE-COMBRES s'est assagi ! Je songe à Léon Bloy — un saint, paraît-il ! — piétinant avec des hennissements de joie les cadavres de ses ennemis supposés, papes, cardinaux, souverains, confrères qui ne lui avaient pas fait une aumône suffisante, les traitant de « charognes obscènes ». Nous ne sommes plus que de petites natures.

Je dirai encore que, durant tout le temps où j'ai dépêché cette note, j'étais impatient de me replonger dans le passionnant livre de Jean Orioux sur Talleyrand, gentilhomme de sac et de corde, mais qui, du moins, rendit à la France des services signalés, et qui m'intéresse bien autrement que le trépassé de Colombey.

*
**

13 NOVEMBRE. J'ai essayé de reprendre les Mémoires de M. De Gaulle. Rien à faire. Ils me tombent des mains au bout de trois pages. Je suis complètement rebelle à cet académisme ronflant, cette gloriole étalée.

Je pense à la dureté de l'homme, à la mort de Brasil-lach, à celle de Bastien-Thiry, de Dovecar, de Piegts, de Degueldre. Quels prodiges de génie politique n'eût-il pas fallu pour effacer tant de sang de notre souvenir ! Je pense aux harkis livrés à leurs égorgeurs, à l'horrible et criminelle affaire de la Willaya IV, si courageusement rappelée par Michel Déon dans son beau et foisonnant roman *Les Poneys sauvages*. Le film que je repasse sur mon petit écran, est celui de toutes les duperies, tous les mensonges, tous les abandons, toutes les thèses absurdes obstinément et ruineusement soutenues.

Mais chapeau pour le metteur en scène ! Nous connaissons ses habiletés, ses coups de théâtre. Il s'est surpassé avec l'enterrement villageois à Colombey. Sortie magistralement réussie, la revanche sur celle fort piteuse d'avril 1969. La grande antithèse hugolesque. Tout y est : d'un côté Notre-Dame, le parterre des souverains, des présidents de républiques et, de l'autre, le cercueil porté par les douze petits gars du cru, l'église minuscule, le rustique conseil municipal. L'univers entier admire...

Soirée d'hier. Des centaines de milliers de Parisiens aux Champs-Élysées, sous la pluie battante, pour le « dernier hommage ». Des curieux, sans doute, mais d'innombrables fidèles aussi. Le mot le plus juste est dit au téléphone par mon ami P.-M. C..., le premier en date peut-être des anti-gaullistes, puisque, officier de chars, les rodomontades de Montcornet l'exaspéraient déjà en mai quarante : « L'homme qui a soulevé de pareilles vagues d'enthousiasme, une telle ferveur, pour tout lâcher, tout brader ! » Oui, c'est la responsabilité majeure de Charles De Gaulle. Avoir eu dans les mains de si merveilleux atouts, être arrivé deux fois en sauveur, avoir fait vibrer les fibres tricolores d'une foule de braves gens, pour nous léguer la France hexagonale, nation de troisième ordre dans tous les domaines, alors qu'avec un vrai grand homme elle pouvait devenir la fédératrice, la tête de l'Europe...

Et les braves gens ne veulent pas décrocher de leur mythe. Il faut dire que, pour les encourager, le régime en met un sacré coup. Nous risquons d'être encombrés longtemps par De Gaulle mort.

DE GAULLE PEINT PAR LE GENERAL SPEARS

« Un homme étrange d'aspect, immensément grand, assis à cette table, il domine tout le monde... Pas de menton, un long nez pendant, un peu éléphantoïde, une moustache en brosse très courte qui ne fait qu'une ombre au-dessus d'une petite bouche dont les lèvres épaisses ont tendances à faire une légère moue avant de parler, un front haut, un peu fuyant qui se termine en un crâne pointu surmonté de cheveux noirs très rares plaqués en une raie impeccable. Sous les paupières lourdes, les yeux sont très rusés. Quand il est sur le point de parler, sa tête oscille légèrement dans un mouvement de pendule pendant qu'il cherche ses mots.

« On imagine cette tête au-dessus d'une fraise, ce visage secret dans la chambre du conseil de Catherine de Médicis. »

(Général Spears, dans l'avion duquel De Gaulle gagna Londres en juin 1940, dans « Assignment to Catastrophe »).

*
**

D'APRES LADY SPEARS

(Journey down a blind alley).

« Son unique soulagement, en fait son unique plaisir était de haïr. Et il haïssait le monde entier... La froideur lourde de son regard encapuchonné... son arrogance glaciale, ses folles allures d'autocrate... S'il était repoussant — et il l'était pour moi —, c'est parce qu'il entendait bien repousser... Son appel n'avait trouvé qu'un écho misérable... Il bluffait sur une échelle colossale Il jouait un jeu gigantesque avec presque pas de cartes en main... Plus faible était sa position, plus il devenait arrogant. »

*
**

VU PAR MODIBO KEITA, Président du Mali

« Hommes et femmes, vous devez traiter le président de Gaulle comme un dieu ! »

(Modibo Keita, président du Mali, décembre 59).

Présentation de Julius EVOLA

Les Editions Copernic (11, Rue Sainte-Félicité, Paris XVème), qui ont été fondées depuis moins d'un an, et qui ont commencé par la publication du recueil Vu de Droite d'Alain de Benoist, ont déjà à leur catalogue une intéressante série d'essais politiques qui formeront un jour une bibliothèque de grande qualité. Dans leur collection « Maîtres à penser », le dernier volume publié est consacré à Julius Evola, dont nos lecteurs connaissent l'importance et l'originalité dans le courant de pensée non conformiste et dont les Editions des Sept Couleurs ont fait connaître un essai important L'homme au milieu des ruines. Cette présentation comprend une biographie de Julius Evola par Pierre Pascal, un « itinéraire spirituel de Julius Evola » par Jean Varenne, une série de textes importants suivie de témoignages et d'une bibliographie. Nous avons pensé que nos lecteurs aimeront avoir une vue panoramique de l'œuvre d'Evola que la contribution de Jean Varenne résume très bien en quelques pages.

C'est au moment où l'Italie entre en guerre aux côtés des Alliés, lors du premier conflit mondial, que le jeune Julius Evola (il est né à Rome en 1898) commence à manifester son activité créatrice. A cette époque de sa vie, il se veut peintre et poète bien que sa famille lui conseille de faire des études d'ingénieur. En 1917 il est sur le front et restera à jamais marqué par le spectacle horrible des combats très meurtriers auxquels il participera en tant qu'artilleur. Dans l'immédiat après-guerre, alors qu'il n'est âgé que de vingt ans, il donne à ses tableaux et à ses poèmes un tour résolument « moderne ». En fait, c'est vers la contestation intellectuelle la plus extrême qu'il se sent poussé puisqu'il adhère bientôt au dadaïsme de Tristan Tzara, dont il devient le représentant italien avec quelques autres.

De 1919 à 1922 il participe à plusieurs expositions, anime des groupes de recherche artistique et publie un essai

sur « l'Art abstrait » (Rome, 1920). La même année, un poème à quatre voix, *La parole obscure du paysage intérieur*, paraît à Zurich, et l'on pouvait penser alors que le jeune homme ne serait jamais qu'un artiste, quelque peu décadent, comme il y en avait tant à cette époque. En réalité sa vie devait bientôt prendre une direction toute différente puisque dès 1923, il annonce sa résolution de renoncer à toute activité artistique. Depuis longtemps en effet, il s'intéresse à la philosophie et à l'occultisme, lisant, un peu au hasard, une grande quantité d'ouvrages surtout allemands et français. Il reconnaîtra plus tard sa dette envers les théosophes et Rudolf Steiner, ainsi que la découverte passionnée qu'il fait de l'idéalisme allemand de la fin du XIX^{ème} siècle. Otto Weininger et Giovanni Papini retiennent également son attention, mais c'est Nietzsche qui le marque, définitivement.

A 25 ans, il sent que ses années d'apprentissage sont terminées et il commence à élaborer son œuvre personnelle. C'est le temps des *Essais sur l'idéalisme magique* (Rome, 1925) et des ouvrages sur l'homme comme puissance, l'individu et le devenir du monde, etc. Il fonde un cercle de recherches ésotériques (le « groupe d'Ur », plus tard « Krur ») qui disparaîtra peu après (1929). Pendant les quarante-cinq années qui lui resteront à vivre, Evola préférera, en effet, garder son indépendance, malgré quelques tentatives d'action politique ; il gardera pourtant toujours la nostalgie d'une organisation, plus ou moins secrète, où ses doctrines traditionnelles auraient été enseignées. Mais il ne semble pas qu'il soit jamais parvenu à animer un Ordre quelconque, comme le montre sa correspondance avec René Guénon au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Sa première œuvre vraiment originale paraît en 1928 : c'est un essai sur l'impérialisme païen où il oppose l'idéologie de l'Empire romain à celle du christianisme. Le livre aurait dû plaire à Mussolini qui s'efforçait de se présenter comme l'héritier de César ; mais les milieux concordataires qui avaient alors le vent en poupe ne pouvaient accepter les accents nietzschéens de l'ouvrage. Ainsi se manifeste pour la première fois l'équivoque qui marquera l'œuvre

d'Evola tout au long de son développement : bien que sympathisant du régime fasciste et reconnu pour tel, Evola restera toujours un marginal dans l'Italie de l'entre-deux-guerres. Lorsque, par exemple, il tente de fonder une revue (*La Torre*), celle-ci ne survit pas au-delà du dixième numéro ; et ses articles dans le journal doctrinal du régime ne concernent que « les problèmes de l'esprit » (*Diorama filosofico* : 1934-1943).

En réalité, *Impérialisme païen* constituait l'aboutissement de l'évolution intellectuelle du jeune Evola. Son passage par le dadaïsme était déjà une révolte contre la culture cléricale qui sévissait alors en Italie et son ralliement aux théories de Nietzsche et de Schopenhauer (*L'homme en tant que puissance*, 1925 ; *Théorie de l'individualisme absolu*, 1927) dut à la fois lui apparaître comme le prolongement de son action poétique et la préparation d'une œuvre politique à laquelle il ne cessa de penser sa vie durant, mais qui resta très modeste en raison des circonstances. L'atroce blessure qu'il reçut à Vienne en 1945 (il en resta paralysé des membres inférieurs pour les trente années qu'il avait encore à vivre) fut probablement ressentie par lui comme un signe d'échec : dans *Les hommes au milieu des ruines* (1953), on perçoit l'écho de son amertume face à un monde qui prenait un chemin contraire à celui dont il avait rêvé. Il ne s'agit cependant pas de désespoir au sens plein du terme, dans la mesure où, pour lui, c'est la régression et non le progrès qui est conforme aux lois naturelles. Evola, en effet, semblable en cela à René Guénon, avec lequel il entretint des relations amicales, croit à la théorie traditionnelle du dépérissement continu de l'univers. Là où la science moderne incline à voir une évolution, il décèle au contraire une involution permanente qui conduit, selon le vocabulaire d'Hésiode, de l'âge d'or (primordial) à l'âge de fer (dans lequel nous vivons) ou, pour parler comme les Indiens auxquels Evola se réfère aussi, au *Kali-Yuga* (âge démoniaque), le pire de tous, celui qui s'achèvera inéluctablement par un retour au chaos originel. Il est donc normal que les valeurs traditionnelles dépérissent à notre époque et l'on comprend dès lors pourquoi le pessimisme d'Evola ne pouvait être

accepté par l'Etat mussolinien qui se prétendait « dynamique » et « tourné vers l'avenir ». Déjà en 1934 il s'était insurgé contre le monde où il vivait (*Révolte contre le monde moderne*), mais c'était alors en mettant l'accent sur l'oubli de la spiritualité. Ce faisant, Evola, comme Guénon en France (*La crise du monde moderne*), illustre la doctrine de l'involution universelle en tentant de démontrer que l'Occident avait perdu jusqu'au sens de la spiritualité vraie puisque le prétendu spiritualisme contemporain n'était à ses yeux qu'une parodie (*Masques et visages du spiritualisme contemporain*, 1932 ; voir, à la même époque, les ouvrages de Guénon contre la théosophie et le spiritisme). L'un et l'autre avaient cependant la conviction que subsistait en Occident un sens de la métaphysique traditionnelle dans certaines sociétés secrètes (qu'ils ne nommaient pas) et que le rituel et les doctrines de telle ou telle institution en attestaient la survivance, souvent à l'insu de leurs fidèles.

Cette position conduisit Evola à s'intéresser toujours davantage à l'ésotérisme occidental (*La tradition hermétique*, 1931 ; *Le mystère du Graal*, 1937) ainsi qu'aux traditions orientales, notamment hindoues (*Le yoga tantrique*, 1949) et bouddhiques (*La doctrine de l'éveil*, 1943). Mais cet intérêt porte également la marque de l'originalité de la pensée évolienne par rapport à celle de son homologue français. Intuitivement, l'Italien sent que la souveraineté idéale doit avoir deux visages : celui d'un prêtre-juriste et celui d'un guerrier. Non pas par la juxtaposition de deux personnages autonomes (symbolisant, si l'on veut, le législatif et l'exécutif), ni par la subordination hiérarchique du second au premier (l'autorité spirituelle imposant ses vues au pouvoir temporel), mais bien par l'union intrinsèque de ces deux aspects dans la personne d'un chef unique, le souverain-sacrificateur, dont, à ses yeux, les empereurs de l'Antiquité furent l'incarnation. Pourtant l'histoire montre à l'évidence que l'apparition d'un tel type d'institution est extrêmement rare : le plus souvent les deux pouvoirs sont séparés, opposés, en conflit permanent. Et la tradition indienne en porte, elle aussi, témoignage, puisque les deux premières fonctions (celle du sacerdoce et celle de l'Empire : castes

des *brahmanes* et des *kshatriyas*) y sont nettement distinctes et que les plus anciens textes sanskrits sont déjà fortement « brahmanisés ».

Et c'est dans cette littérature cléricale qu'Evola sait retrouver les idées qui lui sont chères : le tantrisme et, en un certain sens, le bouddhisme représentent en effet les deux seules écoles où les valeurs de *règne*, de *puissance* et de *gloire* sont mises en avant. Dans l'un et l'autre cas, il est enseigné que l'individu doit se rendre maître de lui-même afin de pouvoir, s'il le désire, influencer sur les êtres et les choses. Et, puisque l'acquisition de ces pouvoirs s'accompagne nécessairement de l'approfondissement des connaissances métaphysiques et religieuses transmises par les maîtres, on peut dire que l'homme tantrique et le sage bouddhique sont en quelque sorte l'image de ce souverain-sacrificateur idéal dont les sociétés modernes ne veulent plus.

On voit qu'une telle lecture des textes indiens ramène à ce que l'Occident appelle la magie, et pour Evola (comme pour Guénon) ce ne peut être hasard : ces divers courants de pensée ne sont que l'expression multiforme, contingente, d'une « tradition primordiale », unique par définition et « hyperboréenne » d'origine.

Il est donc légitime, dans une telle perspective, de traiter d'un thème quelconque en analysant le symbolisme, le rituel, les pratiques, les mentalités d'univers culturels aussi distants (dans l'espace et dans le temps) que l'hermétisme, le cycle arturien ou le tantrisme. Dans la mesure, explique Evola, où ces mouvements acceptent les bases métaphysiques vraies, ils ne peuvent qu'être en harmonie parfaite et se compléter l'un l'autre, même si les circonstances les ont conduits à insister sur tel aspect plutôt que sur tel autre. Comme exemple de cette méthode d'analyse on peut citer *La métaphysique du sexe* (1958), ouvrage que l'on tient volontiers pour le chef-d'œuvre d'Evola. Il s'efforce dans cet essai de présenter l'amour comme la « norme absolue » dans le domaine des relations humaines. Mais une telle norme n'est vécue que lorsque les amants reconnaissent dans l'*eros* l'expression terrestre de l'union cosmique des principes mâle et femelle. Le *yin* et le *yang* des Chinois, le *puru-*

sha (« esprit » = mâle) et la *prakriti* (« nature » = femelle) des Indiens, le sec et l'humide des alchimistes, etc., sont présents à l'intérieur de chaque individu en même temps qu'ils s'incarnent dans le genre humain sous les formes complémentaires des sexes masculin et féminin.

Les amants, lorsqu'ils s'unissent, réalisent donc, à leur manière, l'union du Ciel et de la Terre, grâce à quoi notre univers subsiste. De plus, grâce à une « intériorisation » toujours plus grande de l'instinct sexuel, les partenaires conquièrent progressivement la maîtrise de ces forces apparemment contraires mais en réalité solidaires. Au bout de ce progrès difficile est l'harmonie intérieure, source de puissance infinie. On devine que c'est cet aspect de la « métaphysique du sexe » qui a séduit Evola : son livre est construit autour de cette idée centrale et les éléments qu'il contient concourent tous à la mise en évidence de l'unité nécessaire à réaliser en soi, afin que l'individu puisse devenir « maître de lui comme de l'univers » selon l'expression cornélienne. C'est à nouveau l'occasion pour Evola de se référer à la « tradition gibeline » (et aux « fidèles d'Amour » de Dante) par opposition au christianisme, qu'il tient pour un facteur de désordre social : la famille cellulaire, le libre choix des conjoints, l'ignorance de la métaphysique sexuelle lui paraissent comme des signes supplémentaires de cette involution universelle dont il souhaite que l'homme occidental prenne conscience.

Il est certain, à ce propos, qu'Evola a cru qu'un redressement (au moins provisoire) était possible avant la venue de la « fin des temps » et qu'il a pensé que l'action politique la plus concrète pouvait être un facteur du redressement en question. Mais on sait ce qui en est advenu, et il est évident qu'Evola ne restera que par son œuvre doctrinale (surtout dans le domaine de l'ésotérisme et de l'histoire des religions). Il y a pourtant là un paradoxe dont on doit espérer qu'il ne sera pas préjudiciable à l'intérêt que devrait susciter une œuvre profondément originale.

Jean VARENNE.

Julius EVOLA

critique de l'esprit bourgeois

« Il faut admettre que l'antibourgeoisisme a, en soi, une raison d'être. Il s'agit moins de la bourgeoisie en tant que classe économique, que de sa contre-partie. Il existe un monde intellectuel, un art, une manière d'être, une conception générale de l'existence qui a pris forme à partir du XVIIIème siècle parallèlement à la révolution du Tiers Etat et apparaît aujourd'hui comme quelque chose de fade, de vide et de périmé. Il est certain que pour sortir de la présente crise de la civilisation, une des conditions requises consiste à dépasser tout cela d'une façon décisive. » Cette citation de Julius Evola, extraite du livre « Les Hommes au milieu des ruines », peut être résumée comme suit : l'antibourgeoisisme consiste à repousser le matérialisme fondamental d'où sont issus le sentimentalisme et la grandiloquence humanitaire et démocratique.

Pour Julius Evola, il existe deux façons — l'une positive, l'autre négative — de dépasser la bourgeoisie en tant que catégorie, de prendre position contre le type, la civilisation, les valeurs et l'esprit bourgeois.

La première possibilité consiste à suivre une direction qui mène encore plus bas, c'est-à-dire à des valeurs sociales marxistes opposées au décadentisme bourgeois. On peut alors, à l'instar de Georges Sorel, le père de « la grève générale », doter d'une auréole eschatologique le Travailleur en tant que travailleur et chanter « l'héroïque pureté de la classe laborieuse. » Cette tournure d'esprit ne laisse d'évoquer, à notre sens, le mythe rousseauste du « Bon sauvage », en l'occurrence remplacé par le « Bon Travailleur ».

Dans le domaine culturel, on peut, de même, envisager une conception de l'homme-masse, du « collectif », de tout ce qui ressortit à un climat essentiellement mécaniste et parfaitement déspiritualisé. Dans « La Révolte des masses »

Ortega y Gasset s'interrogeait ainsi : « A considérer dans les grandes villes d'aujourd'hui ces immenses agglomérations d'êtres humains, allant et venant par les rues ou se pressant dans des fêtes ou des manifestations publiques, une pensée prend corps en moi, obsédante : comment un homme de 20 ans pourrait-il se faire un projet de vie qui ait une figure individuelle et qui, par conséquent, puisse être réalisé de sa propre initiative et par ses efforts personnels ? ». Le résultat, bien évidemment, ne saurait être qu'une nouvelle régression : pour échapper à l'individualisme anarchisant de type bourgeois, on se réfugie dans le « collectif », on s'achemine en conséquence vers quelque chose d'informel, d'indéterminé, vers une sous-humanité d'individus parfaitement domestiqués. On peut ici dresser le parallèle entre les grandes civilisations traditionnelles cultivant par nécessité le mépris de l'individuel mais reposant sur des valeurs supérieures, héroïques et transcendantes.

*
**

ORGANICISME ET TOTALITARISME

En première page des « Hommes au milieu des ruines », Evola écrit : « Face aux formes extrêmes que revêt, dans le domaine politico-social, le désordre contemporain, diverses forces ont cherché, de nos jours, à organiser des moyens de défense et de résistance. Il importe de se rendre compte que ces efforts sont vains, même à titre de simple démonstration, si l'on attaque pas le mal à sa racine, à savoir, en ce qui concerne le cycle historique auquel nous limiterons ici notre étude, la subversion déclenchée en Europe par les révolutions de 1789 et de 1848. »

Lorsqu'Evola stigmatise la subversion de 1789 et les suivantes, sa critique englobe nécessairement tous les succédanés politiques qui en découlèrent jusqu'à nos jours : le libéralisme, la démocratie, le marxisme et le communisme. Néanmoins, le refus inconditionnel de toute société de type démocratique ne doit pas nous conduire à défendre coûte que coûte l'Etat totalitaire ou du moins l'idée communément

admise que l'on se fait de lui. Julius Evola précise ainsi sa position : « Le mot « totalitarisme » est en effet d'origine récente et, comme tel, inséparablement lié aux situations d'un monde qui ne peut et ne doit, en aucune façon, nous servir de référence. Mieux vaut admettre que le sens de ce mot est exactement celui que lui prêtent les représentants de la démocratie, et rattacher à la notion d'Etat organique ce qui, dans le totalitarisme, génériquement compris, peut avoir, malgré tout, une signification positive. Ainsi, les deux concepts pourront être définis et opposés avec toute la clarté nécessaire. »

L'idée d'Etat organique, défendue par Evola, se rattache au système traditionnel, ce dernier mot pris dans son acceptation la plus pure. « Un état est organique, écrit Evola, lorsqu'il a un centre et que ce centre est une idée qui modèle efficacement, par sa propre vertu, ses diverses parties ; lorsqu'il ignore la scission et l' « autonomisation » du particulier et, que, grâce à un système de participations hiérarchiques, chacune de ses parties, dotées d'une relative autonomie, remplit une fonction et se trouve intimement reliée au tout ». « Les Etats qui prirent forme dans l'espace des grandes civilisations traditionnelles — ils eurent toujours le caractère d'Empires, de monarchies, de républiques aristocratiques ou de cité-Etat — appartinrent tous plus ou moins, dans leur meilleure période, à ce type.

La différence fondamentale séparant organicisme et totalitarisme réside assurément en ce qu'Evola nomme la « spiritualité de l'unité qui permet l'intégration du particulier, non sa compression et sa contrainte. » Cette manière de pluralisme devient une composante fondamentale de tout système organique, au même titre qu'une préoccupation décentralisatrice susceptible d'être d'autant plus poussée que le centre unificateur possède une dimension spirituelle, et en quelque sorte, transcendante, une souveraine puissance équilibrante, un prestige naturel.

« Dictateur et roi » de Maurras participe de cet esprit : « L'absurde République une et indivisible ne sera plus la proie de dix mille petits tyrans invisibles et insaisissables ; mais des milliers de petites républiques de toute sorte, répu-

bliques domestiques comme les familles, républiques morales et professionnelles comme les associations, s'administreront librement, garanties, coordonnées et dirigées dans leur ensemble par un pouvoir unique et permanent, c'est-à-dire personnel et héréditaire, par là même puissant et sage, étant intéressé au maintien et au développement infini de l'Etat. »

*
**

La lente dégradation du Politique observable avec évidence depuis 1789 jusqu'à notre siècle avec l'apparition du marxisme et du collectivisme en Europe sert de conclusion aux deux prémisses suivantes :

— *La désacralisation du Pouvoir*, d'origine royale ou impériale, pour une sacralisation et une idéalisation romantique du « moi », où l'Être dépourvu du rapport ontologique qui le lie à Dieu trouve sa justification dans la société sans classe et donc égalitaire.

— *La démonie de l'économie*, imposant une vision du monde où le facteur économique est seul important, réel, décisif ; où la concentration et l'accumulation de toutes les valeurs et intérêts sur le plan économique et productif, n'est pas une « aberration sans précédent », pour reprendre le mot d'Evola, mais une manifestation extérieure de puissance et, par suite, d'aspiration réputée légitime au Pouvoir. Ce climat, a été défini par le sociologue Werner Sombart comme « l'ère de l'économie ».

*
**

QUELLE REVOLUTION ?

Dans le débat qui anime partisans de l'ordre établi, — devons-nous parler à la manière de Julien Benda de « désordre établi » ? — et tenants d'une société héroïque et aristocratique, la dualité Révolution/Contre-Révolution ne cesse d'apparaître. A cela vient s'ajouter l'ambiguïté conservation/réaction. D'autre part Joseph de Maistre distingue entre la simple Contre-Révolution, et la volonté d'opérer le « contraire d'une révolution », à savoir rechercher une action positive s'originant aux sources de la Tradition.

Les écrits de Julius Evola ont donné naissance à un courant de Droite-révolutionnaire qui entend, « réagir » aussi vigoureusement envers le pourrissement de la société libérale qu'envers les absurdités dialectiques érigées en dogmes de la foi, tel le fameux « sens de l'histoire » des marxistes.

La Révolution, dans son acception étymologique latine ne signifie pas autre chose que le mouvement vers le point de départ, vers l'origine : re-volvere. Or, c'est bien, à proprement parler des origines que l'on doit tirer la force « révolutionnaire » et rénovatrice pour combattre la situation présente.

Après la première guerre mondiale, naquit en Allemagne, un mouvement de « révolution-conservatrice », doublé sur sa gauche d'un courant « national-bolcheviste », dont la forme antibourgeoise extrême et une admiration pour les réalisations de l'Union-Soviétique, l'incitaient à prôner la croyance en un communisme national. On retrouve autour de ces différents mouvements : Ernst Jünger, Ernst von Salomon, Arnolt Bronnen, Martin Heidegger, etc. En résumé, le conservateur-révolutionnaire ne manifeste pas de fidélité particulière à des formes ou à des institutions du passé, mais à des principes dont celles-ci ont pu être l'expression particulière et adéquate dans une période et un pays déterminé.

*
**

LE FASCISME EN QUESTION

Maintenant, se pose la question de savoir ce qu'il nous faut conserver de l'expérience fasciste européenne.

Drieu la Rochelle et Evola semblent s'accorder parfaitement sur la nature du phénomène fasciste. Le premier écrit dans « L'Émancipation nationale », journal de Jacques Doriot, le 28 octobre 1938 : « Qu'est-ce que le fascisme après tout ? Le nom que prend en notre siècle l'éternelle nécessité humaine. Vivre plus vite et vivre plus fort, cela s'appelle aujourd'hui être fasciste. Il y a cent ans, cela s'appelait être libéral ; il y a cinquante ans, être socialiste ». Dans

« Les hommes au milieu des ruines », Evola remarque : « (...) on ne devrait jamais perdre de vue le principe fondamental suivant : si les idées « fascistes » doivent être encore défendues, elles devraient l'être, non en tant qu'elles sont « fascistes » mais dans la mesure où elles représentent, sous une forme particulière, l'expression et l'affirmation d'idées antérieures et supérieures au fascisme, ayant ce caractère de « constance » dont il a été question plus haut (Evola fait allusion au concept de société aristocratique et héroïque), et qui peuvent, dès lors, être considérées comme partie intégrante de toute une grande tradition politique européenne. Attacher du prix à ces idées, non dans cet esprit, mais parce qu'elles sont « révolutionnaires », originales et propres au seul « fascisme », reviendrait à les diminuer, à adopter un point de vue restrictif et, en outre, à rendre difficile un nécessaire travail de discrimination. » Pour reprendre la formule célèbre de Hegel, « il s'agit de reconnaître, sous les apparences du temporel et du transitoire, la substance, qui est immanente et l'éternel qui est actuel ». Il est bien évident qu'Evola saisit dans toute son originalité et sa dimension la montée du fascisme en Europe, et la nouvelle définition de l'Etat qu'il incarnait ; à cet égard, le livre « Il fascismo », non encore traduit en français, rassemblant une série d'études sur le fascisme italien et le III^e Reich montre l'intérêt que portait Evola à ce régime. Sa position fut donc d'approbation critique, le fascisme incarnant souvent à ses yeux une partie des meilleurs éléments de la tradition politique européenne (*imperium, auctoritas*).

*

**

LE REFUS DE LA FONCTION GUERRIERE

Pour toute analyse critique du bourgeoisisme, l'étude de la formation « mentale » bourgeoise et démocratique demeure indispensable. Cette étude fait ressortir une donnée fondamentale de l'esprit bourgeois : la détestation de toute activité guerrière, conçue comme le pire des fléaux.

« La meilleure possibilité, écrit Evola, sera encore de combattre par désespoir, pour sauver sa peau, voire ses

biens, car les démocraties ploutocratiques font songer à celui qui, placé devant l'alternative de donner sa bourse ou sa vie, préfère risquer finalement celle-ci. Lorsqu'il ne reste donc plus d'autre possibilité que de combattre en personne, c'est-à-dire lorsque ceux qui combattent sont les éléments directement menacés et placés le dos au mur d'une façon plus ou moins existentielle, on voit clairement à quelle impasse conduit aujourd'hui l'« antimilitarisme démocratique ». « La civilisation du bourgeois et du marchand qui n'exalte que les « vertus civiques » et assimile le standard des valeurs au bien-être matériel, à la prospérité économique, à une vie sûre et conformiste à base de travail, de production, de sport, de cinéma et de sexualité, entraîne l'évolution et l'extinction du type héroïque et guerrier, le militaire ne subsistant qu'en tant que « matériel humain » d'un rendement très problématique car il lui manque l'armature interne d'une tradition et d'une vision guerrière de la vie correspondant à sa fonction. »

En conséquence, nous pouvons dire que les droits supérieurs d'une conception guerrière de la vie, avec la spiritualité, les valeurs et l'éthique qui lui sont propres représentent la parfaite antithèse de la vie bourgeoise. Pour celle-ci, l'élément « civil » doit gouverner l'Etat, et le « militaire » ne doit entre en ligne de compte qu'en dernier ressort. Cette conception s'apparente étroitement à la conviction humanitariste et libérale selon laquelle, les vertus guerrières ne peuvent servir à exprimer aucune culture, aucune spiritualité, aucune pensée, en somme, tout ce qui ressortit au domaine militaire devient réductible à un quelconque matérialisme, dépourvu d'esprit. Cette mentalité s'oppose point pour point au mot de Ruskin, selon lequel « Aucun grand art n'est jamais apparu que dans une nation de soldats ».

*
**

LES PRINCIPES D'IMPERIUM ET D'AUCTORITAS

Pour ce qui concerne la nature de l'Etat antibourgeois, antidémocratique et organique, certaines institutions comme certains principes demeurent invariables même si la nature

du régime semble évoluer. « (...) partout où l'on peut dire que domine la vie civilisée et chrétienne, les institutions présenteront des analogies flagrantes, et seront basés sur des principes moraux identiques. Aucune nation ne pourra se dispenser d'une autorité forte ; aucun homme du devoir de travailler ; aucune activité ou richesse, du critère de son utilité sociale ». Ces propos du président Salazar peuvent être rapprochés de ceux d'Evola et de plusieurs autres philosophes politiques. Les principes d'*imperium*, d'*auctoritas*, de hiérarchie, de justice, de classes fonctionnelles, de catégories de valeurs, de prééminences de l'ordre politique sur l'ordre social et économique ne peuvent connaître, quel que soit le système politique, à condition bien sûr qu'il ne s'apparente pas à la démocratie, de vieillissement, de changement ou de « devenir ». « A leur plan, il n'y a pas d'histoire, écrit Julius Evola, et penser en termes d'histoire est absurde ». Leur caractère est essentiellement « normatif », précise Evola, ce qui signifie que, sur le plan collectif et politique, ils revêtent la dignité qui, dans la vie individuelle, est inhérente aux valeurs et aux principes d'une morale absolue : principes impératifs qui requièrent un droit, une reconnaissance intrinsèque (...) ; principes que n'affecte jamais l'incapacité de l'individu, faible ou empêché par une force supérieure, à les réaliser, ou du moins à les réaliser intégralement et dans tous les domaines, car tant qu'il n'abdiquera pas intérieurement jusqu'à tomber dans l'abjection et le désespoir, il continuera de les reconnaître. Ces principes sont de même nature que ce que G. B. Vico appellerait « les lois naturelles d'une république éternelle variant dans le temps et dans l'espace ».

Ainsi, la compréhension des idées traditionnelles passe par la connaissance du plan métahistorique qui leur est propre et dans lequel elles jouent le rôle de pierre de voûte.

*
**

Tenter de définir succinctement le concept de Tradition, tel énoncé par Julius Evola, en étudiant plus particulièrement son aspect politique, nous conduit d'emblée à couper tous les ponts avec les derniers vestiges du monde bourgeois. Socialement, politiquement et culturellement, ce

monde se défait en pourrissant de l'intérieur. Le ferment révolutionnaire qui le porta au pouvoir devient, par un juste retour de flamme, l'instrument de sa perte : le Tiers Etat fauteur de la chute des monarques entretient le poison révolutionnaire qui le mine une fois parvenu au pouvoir. Seuls, les concepts se sont modifiés. En place des Droits de l'Homme, on espère aujourd'hui l'avènement du socialisme.

L'erreur à ne pas commettre serait de prendre appui sur ce qui survit du monde bourgeois, à lui garantir aide et protection pour lutter contre les courants de dissolution et de subversion les plus menaçants. Les valeurs traditionnelles, énumérées plus haut, se séparent radicalement des valeurs bourgeoises. Elles en constituent la parfaite antithèse.

Le décadentisme bourgeois se trouve placé en présence de l'alternative suivante : la chute dans un chaos irrémédiable aux conséquences difficilement prévisibles, ou l'avènement d'une nouvelle race d'hommes propre à mener une action réformatrice et révolutionnaire.

Dans « Les Hommes au milieu des ruines », Evola précise sa vision de la Tradition : « La tradition est, dans son essence, une réalité métahistorique et, en même temps, dynamique : c'est une force générale ordonnatrice, obéissant à des principes qui ont la consécration d'une légitimité supérieure — on pourrait dire aussi : de principes d'en haut — une force uniforme dans son esprit et son inspiration, qui s'exerce tout au long des générations en s'appuyant sur les institutions, des lois, des formes d'organisation susceptibles de présenter une grande diversité. Une erreur (...) pourrait consister à identifier ou à confondre certaines de ces formes, appartenant à un passé plus ou moins lointain, avec la tradition en soi ». Pour Maurras, la tradition par nature doit être naturellement critique. C'est assez dire combien elle impose de recul voire de distance par rapport à la société de la fin du vingtième siècle.

Le conservateur-révolutionnaire, dans sa lutte contre le bourgeoisisme devient alors l'homme de guerre au service des idéaux traditionnels. José Antonio déclare aux militants phalangistes : « Nous ne vous invitons pas à chanter en chœur des fanfaronnades. Nous vous appelons au travail

ascétique de trouver sous les décombres d'une Espagne détestable la clé enterrée d'une Espagne réelle et difficile. »

*
**

L'HOMME DE DROITE

Après cet aperçu cursif sur l'antibourgeoisisme, nous rappellerons, en empruntant la définition à Philippe Baillet, les trois traits dominants de l'homme de Droite : « 1) un sens inné des hiérarchies naturelles 2) la prescience que tout ordre humain véritable n'est qu'une transposition d'un Ordre « céleste » ou supra-humain 3) une compréhension de la liberté telle que celle-ci implique avant tout des devoirs, et non pas des droits ».

Cet homme de Droite, plus exactement de Droite-révolutionnaire, se doit d'assurer le triomphe de l'idéal traditionnel en Europe. Car, l'Europe en tant que mère patrie et lieu géopolitique privilégié constitue assurément le dernier espoir pour la réalisation de la métapolitique évolienne. Dans « Les Hommes au milieu des ruines », Evola constate : « (...) chez les esprits les plus conscients, l'idée se fait jour, vu la situation actuelle, que, pour l'Europe, constituer un bloc, s'unifier, est la condition indispensable pour qu'elle subsiste, même sur le plan matériel, autrement que comme une désignation géographique vide, parmi les puissances qui aspirent au contrôle du monde. (...) Mais d'une part, il s'agit de prendre position contre ce qui, généralement parlant, ressortit à la « civilisation moderne », en prenant des initiatives susceptibles de favoriser un travail de désintoxication spirituelle et mentale ; d'autre part, il s'agit de la « métaphysique » sur laquelle peut se fonder, aujourd'hui, un principe tant national que supranational, européen, de véritable autorité et de légitimité. »

Eric DE HERST.

(Communication présentée dans le cadre du Colloque Julius Evola organisé par le Cercle Culture et Liberté, le 2 avril 1977. Adresse : « Totalité » B. P. 405.16, 75769 Paris Cedex 16).

Eric DESENTIS

Charles MAURRAS et l'Eglise de l'ordre

Maurras a connu aussi ce drame, celui du grand humanisme européen de nos jours qui connaît profondément le fort et le faible du christianisme, qui dit ce fort et ce faible, mais craignant l'exemple de Voltaire et même celui de Nietzsche, renonce à un partage décisif qu'il juge fatal tout en éprouvant la tentation de ce partage.

DRIEU LA ROCHELLE.

« L'Eglise de l'ordre » signifie pour Charles Maurras l'Eglise de Rome. Cette Rome des Papes, héritière d'une tradition aristocratique et guerrière, sanctuaire de la spiritualité chrétienne, ville éternelle dont le magistère demeure indiscuté.

« *Je suis Romain*, déclare Maurras, parce que Rome, dès le consul Marius et le divin Jules, jusqu'à Théodose, ébaucha la première configuration de ma France. *Je suis Romain*, parce que Rome, la Rome des prêtres et des papes, a donné la solidité éternelle du sentiment, des mœurs, de la langue, du culte à l'œuvre politique des généraux, des administrateurs et des juges romains. *Je suis Romain*, parce que si mes pères n'avaient pas été Romains comme je le suis, la première invasion barbare, entre le Vème et le Xème siècle, aurait fait aujourd'hui de moi une espèce d'Allemand ou de Norvégien. *Je suis Romain* parce que, n'était ma romanité tutélaire, la seconde invasion barbare, qui eut lieu au XVIème siècle, invasion protestante, aurait tiré de moi une espèce de Suisse. *Je suis Romain*, dès que j'abonde en mon être historique, intellectuel et moral. *Je suis Romain*, parce que si je ne l'étais pas je n'aurais à peu près plus rien de Français. Et je n'éprouve jamais de difficultés à me sentir

ainsi Romain, les intérêts du catholicisme romain et ceux de la France se confondant presque toujours, ne se contredisant nulle part. Mais d'autres intérêts encore, plus généraux, sinon plus pressants, me font une loi de me sentir Romain.

« *Je suis Romain* dans la mesure où je me sens homme : animal qui construit des villes et des États, non vague rongeur de racines : animal social et non carnassier solitaire : cet animal qui, voyageur ou sédentaire, excelle à capitaliser les acquisitions du passé et même à en déduire une loi rationnelle, non destructeur errant par hordes et nourri des vestiges de la ruine qu'il a créée. *Je suis Romain* par tout le positif de mon être, par tout ce qu'y joignent le plaisir, le travail, la pensée, la raison, la science, les arts, la politique et la poésie des hommes vivants et réunis avant moi. Par ce trésor dont elle a reçu d'Athènes et transmis le dépôt à notre Paris, Rome signifie sans conteste la civilisation et l'humanité. Je suis Romain, je suis humain : deux propositions identiques » (2).

*
**

Par ses vertus civilisatrices et unificatrices, l'Eglise devint la grande force de l'Occident. Elle sut intégrer l'héritage de la sagesse antique à l'enseignement de Jérusalem, ce qui valut à Maurras de se « (réveiller) un matin les mains jointes, les genoux tout à fait ployés devant la vieille et sainte figure maternelle du catholicisme historique. »

Maurras ressentait intensément l'exceptionnelle valeur de l'Eglise catholique, et sa dimension d'universelle grandeur. Il voyait aussi dans l'Eglise catholique ce qu'avant lui Maistre et Bonald crurent distinguer : un rempart solide et efficace contre le modernisme, et le refuge des valeurs traditionnelles, principalement visibles dans sa structure hiérarchique et l'intégrité de son dogme. Cette vision ne manquera pas d'être contestée par des philosophes traditionalistes tels René Guénon et le baron Julius Evola, au nom

(2) Charles Maurras : « *La Démocratie Religieuse* ».

même de la Tradition (3) (4), même si le premier fut lié d'amitié avec Léon Daudet qui lui assura, plusieurs articles élogieux dans « l'Action française », des débuts remarqués ; et si Evola parla du catholicisme de Maurras en ces termes : « ...son catholicisme est « romain », il valorise l'Église en fonction des structures « romaines » qui lui ont permis de freiner les éléments anarchiques, destructeurs et individualistes, ainsi que les ferments révolutionnaires du christianisme des origines » (5).

En fait, l'unité du catholicisme ne provoque pas seulement l'admiration de Maurras, mais aussi le mélange de force et de sagesse de cette religion accumulé depuis l'Antiquité ; tout en conservant de nos jours un aspect pleinement durable.

Plusieurs facteurs militèrent, dans l'esprit de Maurras, en faveur d'un rapprochement, puis d'une union étroite avec la religion catholique. Parmi ceux-ci se dégage évidemment le rejet du protestantisme, assimilé à une forme d'anarchisme, ou de *subversion* — principe du libre examen — dont le pseudopode en littérature n'est autre que le *romantisme*. Inversement, le catholicisme contribue, dans l'esprit de Maurras, à instaurer l'*ordre* dans la cité et établit le règne du *classicisme*. Le catholicisme est contre-révolutionnaire par essence, alors que le protestantisme s'apparente par l'esprit, à la subversion. On remarque dans cette analyse maurrassienne des éléments empruntés à la vigoureuse critique du protestantisme composée par Bossuet dans son « Histoire des Variations. »

Sans vouloir aborder les rivages périlleux de l'histoire conjecturale, il n'est pas interdit de penser qu'en cette fin de XXème siècle, la critique maurrassienne du protestantisme pourrait, sans dommage, être prononcée de manière autre, en des termes moins violents ; ceci dit sans omettre le triste spectacle de décadence morale et politique dont les

(3) René Guénon : « La crise du monde moderne ».

(4) Julius Evola : « Les Hommes au milieu des ruines ».

(5) Julius Evola : *op. cit.*

pays septentrionaux, à majorité protestants, servent de théâtre.

Au reste, Maurras est hanté par le mythe d'une unité morale et religieuse perdue. Cet accord avec soi-même, ce faisceau convergent d'une volonté vers une fin déterminée, servirent à l'opportunité d'une *quête*, lors des années de jeunesse, ordonnée autour d'un impérieux besoin de « se connaître soi-même » : « Lorsque nous concevons un régime type pour fournir une règle à notre jugement, ou un modèle à nos programmes de réforme, nous sommes obligés d'y comprendre le règne de l'Unité morale et religieuse ; de plus, quand nous songeons à ce qui nous éloigne de cette unité exemplaire, nous éprouvons les émotions qui conviennent à notre cas, une tristesse mâle et grave où le désir s'unit salutairement au regret » (6).

Maurras stigmatise les briseurs d'unité et d'harmonie parmi lesquels il place Luther, Tolstoï ou Rousseau. Indépendamment de leur volonté d'agir pour le bien commun ou pour la justice, le fruit de leurs œuvres n'est autre que la rupture d'une *communion* : Luther est iconoclaste comme Tolstoï, comme Rousseau. Leur commun rêve est de briser les formes et de diviser les esprits. Au contraire, le rêve d'assembler et de composer, la volonté de réunir, sans être des aspirations nécessairement catholiques, sont nécessairement des amis du catholicisme. A tous les points de vue, dans tous les domaines et sous tous les rapports, ce qui construit est *pour*, ce qui détruit est *contre* : quel esprit noble ou quel esprit juste peut hésiter ? » (7).

*
**

Sous le signe de la recherche de l'unité de pensée, naquit une idée capitale de la pensée maurrassienne : l'*empirisme organisateur*.

Pour tenter de définir cursivement cette expression, disons que l'*empirisme*, autrement dit la physique sociale,

(6) Charles Maurras : « *La Politique Religieuse* ».

(7) Charles Maurras : *op. cit.*

se rattache à la philosophie naturelle thomiste ; *organisateur* appelle la morale de l'ordre — à laquelle Saint Thomas réservait le nom de « politique » — ainsi qu'une pratique ou *praxis* destiné à mettre en œuvre les techniques de la physique pour atteindre aux fins qu'indique la morale.

« L'Empirisme organisateur est né dans une France labourée par d'immenses divisions de pensée, où, non seulement son sort, au civil et au militaire, mais son idée même, et l'avenir de son unité mentale, de son langage même, étaient menacés. Pour essayer de regagner un peu de cette unité, rendant possible la conversation, il ne fallait pas procéder comme si elle eût été faite. Comme on va du connu à l'inconnu, il nous fallait aller à l'inexistant par l'existant, du concédé, de l'accordé et de l'admis à ce qu'il fallait faire céder, accorder et admettre. Dans une nation d'intellectuels où se mêlaient protestants, catholiques, kantien, spinozistes, hégéliens, positivistes, spiritualistes, il était impossible d'envisager un accord pratique quelconque si l'on prenait pour point de départ une dogmatique de l'Être, de l'Idée ou de la Matière, car c'était là précisément les noms cachés, et les raisons secrètes des divisions les plus profondes (...).

« Exprimé par la coïncidence pratique des Comte et des Le Play, des Bonald et des Taine, des Renan et des Bossuet, des Saint Thomas d'Aquin et des Sainte-Beuve, tantôt contre l'individualisme, tantôt en faveur de la famille et du métier, de la cité et de la société, l'Empirisme organisateur nous procurera une position ferme, supérieure à la discussion, ou nous en rendra maître » (8).

Contrairement à certaines allégations, il n'est point d'exemple que l'*empirisme organisateur* ait enlevé la foi à personne. Ni le catholicisme, ni le thomisme n'y perdraient rien, bien au contraire. Il favorisa, en maintes circonstances, des retours aux traditions religieuses — on connaît d'ailleurs les beaux exemples d'Henri Vaugeois, de Lucien Mo-

(8) Charles Maurras : « Lettre - Préface » au livre de Jean-Louis Lagor : « La philosophie politique de Saint-Thomas. »

reau venus pour partie à la foi grâce aux bienfaits de l'*empirisme organisateur*.

Faisant suite à l'examen de l'aspect extérieur de l'Eglise romaine précédemment examiné, nous nous occuperons, maintenant, de considérer ce que l'âme sensible de Maurras découvrait de bienfaisant et d'irremplaçable dans les enseignements de l'Eglise, comme dans son magistère : « Le catholicisme n'a jamais usé ses puissances contre des statuts éternels ; il a renouvelé la face de la terre par un effort d'enthousiasme soutenu et mis en valeur au moyen d'un parfait bon sens. Les réformateurs radicaux et les amateurs de révolution n'ont pas manqué de lui conseiller une autre conduite, en le raillant amèrement de tant de précautions. Mais il les a tranquillement excommuniés un par un » (9).

Si, comme nous le voyons, coexistent « la loi des êtres » et, au-dessus d'elle, « la loi de l'Être », les deux notions peuvent-elles s'accommoder ? Maurras ne le pensait aucunement. Etre au service de l'un implique la négligence du service de l'autre, Aussi le « tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais déjà trouvé » de son vieil ennemi Pascal, prend-t-il une étrange résonnance. Monsieur le chanoine Cormier (10) compare le jugement maurrassien sur l'Eglise dans sa « Politique religieuse » à celui de Taine dans ses « Origines de la France contemporaine ». Dix ans séparent les deux ouvrages et l'on peut mesurer l'écart profond séparant les deux hommes. Maurras n'hésite pas à entonner une vibrante apologie de l'Eglise catholique, alors que Taine manifeste la plus grande réserve. Bien que les deux hommes aient recours à des critères de valeurs et à des méthodes identiques, Maurras réussit pourtant à éliminer ses préjugés anti-catholiques.

*
**

(9) Charles Maurras : « *La Démocratie Religieuse* ».

(10) Chanoine Aristide Cormier : « *La vie intérieure de Charles Maurras.* »

L'empirisme organisateur a tenté de réconcilier *sur* l'Église et, à la faveur de certaines circonstances, *dans* l'Église, croyants et incroyants. À ce titre, le Martigois eût mérité le nom de « Pèlerin de l'unité » : « Uniquement soucieux du vrai et du bon, ceux d'entre nous qui avaient des traditions anticléricales les refoulèrent ; ceux qui s'étaient formé personnellement des préjugés anticatholiques les dépouillèrent. Leur étude, leur examen de la question religieuse en France commencèrent à la seule lumière des intérêts de leur pays. Ils reconnurent, à l'étude, ils sentirent, à l'examen, qu'une seule attitude leur convenait devant l'Église : le respect, l'amitié et la déférence. Quelques-uns allèrent à la piété et à l'amour » (11).

Puis, concernant les frères chrétiens séparés : « Si elles (les deux France) ne parviennent pas à tomber d'accord de ce qui est vrai, il leur reste à s'entendre sur le bon et l'utile. Je ne prétends point que cela arrive nécessairement ; mais si cela n'arrive pas, nous sommes perdus » (12).

Cela n'est pas arrivé, mais nous ne devons en aucun cas céder au désespoir. Au regard d'une société — la nôtre — dont la déchristianisation se consomme à une allure prodigieuse, les chrétiens doivent surmonter leurs antagonismes pour le salut de la cité.

A l'inverse des libéraux ou des positivistes d'hier, nos athées, devenus enragés, ne jurent que par le mirage d'une société sans classe d'où la religion serait bannie. Le spectacle d'une Église en quête d'une « nouvelle » identité, — depuis le concile de Vatican II, — pourrait-il inspirer à Maurras des lignes aussi fortes ?

Pourrait-on imaginer un retour du Martigois au catholicisme quand l'Église semble attacher moins d'importance à la prédication de la foi qu'aux valeurs proprement politiques et humaines ?

En quoi Maurras reconnaîtrait-il l'Église de Pie X en celle de Paul VI ? Que retrouverait-il du dogme, des rites,

(11) *Charles Maurras : op. cit.*

(12) *Charles Maurras : « Oeuvres Capitales », tome 2.*

de la hiérarchie d'icelle à l'heure où la religion catholique cesse officiellement d'être religion d'Etat en Italie sur ordre du Vatican ?

Un homme à la recherche de l'ordre trouverait-il aujourd'hui les raisons de ne pas désespérer en se réfugiant dans le sein de l'Eglise post-conciliaire ?

L'œuvre maurrassienne ne demeure liée, en aucun cas, à une théorie de polémiques anachroniques. Sa méthode — sa méthodologie — demeure purement empirique (basée sur l'expérience et l'histoire), de même, son attachement aux traditions joue dans le sens d'une adaptation plus vive à la réalité. La naissance méditerranéenne de Maurras lui fit mesurer très tôt la valeur de l'esprit critique dans notre société.

Nous nous en voudrions enfin de ne pas citer l'admirable peinture de M. Albert Thibaudet consacrée à l'évolution intellectuelle de Charles Maurras : « Une âme richement douée commence normalement par une liberté voluptueuse et fiévreuse ; elle se sait capable de se porter en beaucoup de places, elle se croit capable de se porter partout. Puis, au fur et à mesure qu'elle a trouvé dans la liberté la multiplicité des buts inconciliables, dans son activité sans cohésion et sans sacrifice le désordre et les échecs, l'âme se circonscrit, s'assure et se règle jusqu'à ce qu'elle se soit formée selon des arêtes nettes, qu'elle ait abandonné sur son chemin son indétermination et ses rêves, comme une belle journée, au long de ses premières heures, s'est dépouillée de ses vapeurs matinales. »

Eric DESENTIS.

Jean MADIRAN

La Droite et la Gauche

Nos lecteurs connaissent, nous l'espérons du moins, le nom de Jean Madiran qui mène depuis vingt ans une campagne acharnée et lucide contre les déviations et fantaisies théologiques de l'Église conciliaire. Sa revue mensuelle Itinéraire (1, Rue Garancière, Paris 6^o) contribue efficacement à cette mise en garde des consciences, à laquelle Jean Madiran consacre une pénétration, une logique et un talent d'exposition qui lui ont valu non seulement une réputation méritée, mais une clientèle fidèle. Les Nouvelles Editions Latines (1 Rue Palatine, Paris 6^o) viennent de faire paraître de ce théologien un essai perspicace La Droite et la Gauche, analyse politique dont nous donnons à nos lecteurs les deux premiers chapitres.

I

LA DROITE EST UNE INVENTION DE LA GAUCHE

La distinction entre une droite et une gauche est toujours une initiative de la gauche, prise par la gauche au profit de la gauche : pour renverser les pouvoirs ou pour s'en emparer.

Il y a une droite, d'ailleurs étonnée de l'être, et mal consentante, dans la mesure où une gauche se forme, la désigne, s'oppose à elle. C'est ainsi que les choses commencent, ou recommencent, et non en sens inverse. Ceux qui instaurent ou relancent le jeu droite-gauche se situent eux-mêmes à gauche, ils délimitent une droite pour la combattre et pour l'exclure. Dans un second moment, la droite ainsi désignée et prise à partie se serre les coudes, ordinairement ni assez vite ni assez fort, s'organise, se défend, contre-attaque, quelquefois victorieusement : ce n'est jamais que défense et contre-attaque, voire représailles.

Cette forme de la lutte politique n'existait pas avant 1789.

Nulle part depuis 1789, on n'a vu se constituer une droite, se posant en s'opposant, prenant l'initiative de la division et du combat, désignant une gauche et ouvrant contre elle les hostilités.

Est « de droite » celui que la gauche désigne ou dénonce comme tel : et l'inverse n'est pas vrai. Cette désignation, cette dénonciation invoque des critères qui varient beaucoup selon le temps et les lieux ; ce qui ne varie pas, c'est d'être un *hoc volo, sic jubeo* souverainement arbitraire, et cet arbitraire va de soi : il n'y a pas de distinction objective entre la droite et la gauche, une distinction qui serait la cause de leur constitution en groupes politiques ; il y a, à l'origine, une acte de pure volonté, qui institue le jeu droite-gauche, ou plus exactement le jeu *gauche contre droite*. Ceux qui inventent, imposent, dirigent et arbitrent ce jeu sont les hommes de gauche. Ceux qui le refusent, ou le subissent, et en tous cas ne parviennent jamais à l'arbitrer sont les hommes de droite.

La gauche se désigne elle-même et la droite est désignée par la gauche. La gauche lance le jeu gauche contre droite et elle fixe la règle du jeu. La droite sait ou sent plus ou moins clairement qu'elle subit ce jeu sans pouvoir en modifier les règles. La droite, même extrême, quand elle est déçue ou trahie par un Paul Reynaud, un Charles de Gaulle ou un Giscard, leur dit qu'ils cèdent à la gauche, qu'ils en appliquent le programme, qu'ils désertent. Mais elle ne dit pas que Paul Reynaud, Charles de Gaulle ou Giscard sont devenus des hommes de gauche : ou si elle le dit, elle le dit parfaitement en vain. Elle ne les rejette pas à gauche. Elle n'en a ni le droit ni la possibilité. Ce n'est pas elle qui place les étiquettes.

La gauche au contraire, maîtresse et arbitre de ce jeu qu'elle a inventé sur mesure pour qu'il soit le sien, rejette à droite qui elle veut, comme elle veut, selon l'occasion et l'intérêt tactique. Elle rejette à droite l'ancien socialiste Pierre Laval et l'ancien socialiste Mussolini. Elle représente Hitler, démagogue socialiste et révolutionnaire, com-

me un homme de droite. Comme un homme de droite, Charles de Gaulle, arrivée au pouvoir en 1944 avec les communistes, et gouvernant avec eux. La gauche dispose à son gré de la nomenclature.

L'exemple démocrate-chrétien est le plus significatif. Le dessein constant de ce courant tout au long du vingtième siècle, de Marc Sangnier à Montini, est de désolidariser le christianisme de la droite et de combattre le conservatisme, l'immobilisme, la réaction. Pourtant il n'est admis à gauche que lorsque la gauche le veut ; en fait, à titre provisoire. Quand la gauche le décide, elle le rejette à droite avec une extrême facilité, elle l'affuble du qualificatif de « droite conservatrice » et « cléricale » : cela se produit chaque fois que le courant démocrate-chrétien veut manifester au sein de la gauche une attitude autonome, contrariant la ligne dominante du progressisme maçonnique et philo-communiste. Les états de service passés, les services précédemment rendus ne comptent plus. Ce n'était pas rien, pourtant, que d'avoir prêté les mains et le cœur à la plupart des exploits historiques auxquels se reconnaissent les hommes de gauche : aux milliers d'assassinats terroristes pendant la guerre mondiale, à leur constante glorification politique, morale et religieuse depuis trente ans, falsifiant la vérité, faussant les consciences, car ces crimes étaient des crimes, qu'aucune intention de résistance aux crimes de l'occupant ne peut valablement justifier ni excuser, ces crimes n'étaient pas des actes de guerre légitimes et courageux, ils étaient aussi ignobles, dans leur clandestinité anonyme et indistincte, que le fut distinctement, devant tout un peuple et devant l'histoire, l'assassinat de Philippe Henriot : si cet assassinat était un acte de guerre, courageux et légitime, pourquoi donc n'a-t-on jamais décoré les assassins ? Ce n'était pas rien, pour le courant démocrate-chrétien, que d'avoir prêté les mains et le cœur, après la guerre, aux dizaines de milliers d'exécutions sommaires, aux massacres, aux spoliations, à la confiscation gaullo-communiste de la presse et de l'édition, à la mise à mort de Robert Brasillach, à l'emprisonnement perpétuel de Charles Maurras, à la mort en prison du plus vieux prisonnier du monde, le maréchal Pétain. Par l'enlè-

vement et l'assassinat du duc d'Enghien, Napoléon Bonaparte s'était « fait Convention » : mais il en venait, il en était. Le courant démocrate-chrétien, quoi qu'il en ait, vient de droite, puisqu'il vient du catholicisme ; même en multipliant les assassinats du duc d'Enghien, il n'a pu obtenir à gauche qu'une naturalisation sous condition, constamment révocable. Révoquée quand il rechigne à la liberté de l'avortement. Même le démocrate-chrétien Montini, tant prisé à gauche comme un esprit moderne, tolérant, ouvert et démocrate, quels que soient ses services rendus comme efficace compagnon de route dans les voies de l'humanisme et du progrès, le voilà, dès qu'il refuse de collaborer à la légalisation universelle de l'avortement, le voilà qui pour la gauche redevient un pontife réactionnaire, un homme de droite, une survivance anachronique du despotisme clérical. Et l'inverse n'est pas vrai : la droite fréquemment voudrait rejeter à gauche les démocrates-chrétiens, pour lever leur ambiguïté centriste et couper ce canal d'une hémorragie de la droite vers la gauche. La droite n'y arrive jamais. Elle constate son échec en voyant une proportion notable des suffrages de droite se porter régulièrement sur les démocrates-chrétiens. Ces suffrages, la gauche seule peut les rendre à la droite, en acceptant clairement la démocratie-chrétienne dans son sein. Mais pour cette raison, et pour d'autres, la gauche ne l'y accepte ni volontiers ni souvent.

De dépit, la démocratie-chrétienne ne serait tout à fait morte, si un aggiornamento, survenu à temps, ne l'avait réanimée et remise au goût du jour, sous la dénomination de socialisme chrétien.

*

**

Donc, on décide d'être de gauche, tandis qu'on accepte plus ou moins d'être de droite.

On décide et on choisit d'être de gauche, pour jouer au jeu gauche contre droite. Mais on subit le fait d'être placé à droite, et l'on préférerait ne pas avoir à participer au jeu.

Ce n'est qu'en un second temps et en un sens second que l'on choisit d'être de droite : pour combattre à la fois

la gauche et son jeu gauche droite ; et pour faire cesser le jeu. Car le jeu, c'est toujours, c'est seulement gauche contre droite et non l'inverse. La règle du jeu, c'est de marcher contre la droite, non le contraire.

De temps en temps, quelques-uns veulent faire de la droite une autre gauche ; une gauche contre gauche ; combattre la gauche de la même manière que la gauche combat la droite. Sans voir que ce combat et cette manière sont l'essence de la gauche, et son crime, et le pire des maux politiques, le plus mortel pour les sociétés civilisées.

On est de gauche pour organiser une agression : contre l'injustice, dit la gauche, et d'ailleurs c'est souvent vrai. Mais la mobilisation idéale et abstraite contre l'injustice s'incarne en une guerre aux responsables, réels ou supposés, de l'injustice ; en une stratégie, simultanément, pour s'emparer du pouvoir, de tous les pouvoirs, le pouvoir et les pouvoirs étant réputés nécessaires pour vaincre l'injustice jusque dans ses causes. Ainsi la gauche est révolutionnaire, elle se constitue pour renverser les hommes et les institutions en place dans l'Etat, dans la profession, dans la société. En face de quoi, on est de droite d'abord par légitime défense ; la sienne propre et rendre coup pour coup, c'est bien normal. La légitime défense, surtout, d'un corps social déchiré par l'agression de la gauche, voire menacé d'en périr, même quand l'agression a pris pour thème ou pour prétexte une réelle injustice.

Ainsi la gauche invente et crée non seulement elle-même et son jeu, mais son adversaire. La droite elle aussi est une invention de la gauche.

II

HORS DE LA GAUCHE

IL N'Y A QUE LE CHRISTIANISME

Il y a toujours des injustices sociales. Il est toujours moralement nécessaire de les corriger. On n'en a jamais fini, parce que la vie sociale change et se transforme sans cesse : non dans la substance, mais dans ses formes exté-

rieures et ses usages, ses procédures et ses activités, qu'il faut indéfiniment rectifier pour les ajuster au bien commun. Les sociétés modernes ont toutes une gauche se réclamant de la lutte contre les injustices. Il est cependant, contre les injustices sociales, une autre méthode que de constituer une gauche et de s'organiser pour la prise du pouvoir : c'est la méthode chrétienne, celle qui a supprimé l'esclavage classique, et accompli, ce faisant, la plus grande réforme sociale de tous les temps, mais sait-on aujourd'hui *comment* elle l'a supprimé, et si l'on vous disait que ce fut principalement par le sacrement de mariage est-ce que vous comprendriez, vous autres politiques, ce que l'on vous dit ? Le christianisme a supprimé l'injustice de l'esclavage classique, et aucune gauche peut-être n'aurait pu le faire, aucune en tous cas n'aurait pu y arriver sans le remplacer du même coup par un esclavage plus féroce. Car finalement nous avons eu et la gauche et l'esclavage nouveau, celui qui est administratif, bureaucratique, concentrationnaire. Le goulag bat tous les records, et ce n'est pas le christianisme, ce n'est pas la droite qui l'a inventé. Nous l'aurions eu plus tôt dans l'histoire si la gauche était venue plus tôt.

*
**

Parce que la gauche lutte contre l'injustice, parce que le christianisme lutte contre l'injustice, on en est venu au vingtième siècle à les confondre. Ce n'est pas la gauche qui commet le plus souvent cette confusion, ce sont les chrétiens, et cela est déjà une indication : si le christianisme était essentiellement de gauche, la gauche finirait par accepter les chrétiens autrement que par occasion, par tactique, par exception.

La gauche et le christianisme luttent tous deux contre l'injustice, et quelquefois même contre la même injustice, mais jamais de la même façon : jamais, sauf contamination de la méthode chrétienne par la méthode de gauche. Les deux méthodes ne peuvent même pas s'associer, parce qu'elles ne sont ni parallèles ni convergentes, en vérité elles sont contraires. La gauche combat l'injustice par la révolte des vic-

times ; le christianisme combat l'injustice par la conversion des pécheurs. Ces deux méthodes s'excluent toujours en droit et souvent en fait.

Elles ne s'excluent pas toujours en fait parce que le christianisme reconnaît exceptionnellement, dans des cas extrêmes et extraordinaires, la légitimité des révoltes politiques. Mais la gauche fait de la révolte sa méthode ordinaire et constante. Le christianisme n'y consent que dans les occasions les plus rares et les plus graves, c'est-à-dire en fait contre les excès de despotisme d'un usurpateur de gauche. C'est la contre-révolution espagnole en 1936, c'est la contre-révolution au Brésil en 1962, au Chili en 1974 : la contre-révolution militaire et catholique, celle que la France a déjà manquée deux ou trois fois en ce siècle ; la seule qui supprime et la gauche, et la droite, et le jeu gauche contre droite. Le christianisme n'a pas prêché la révolte contre les abus, éventuellement tyranniques, des monarchies européennes de droit divin. Il s'est révolté contre la domination communiste, même juridiquement légale, dans l'Espagne de 1936, le Brésil de 1962, le Chili de 1974. C'est que tous les « pouvoirs publics », même persécuteurs du christianisme, ne sont pas jugés par le christianisme uniquement à leurs actes. Aux actes mauvais des uns, il oppose seulement, dans l'inébranlable fermeté du martyr : « Tu n'aurais aucun pouvoir sur moi s'il ne t'avait été donné d'en haut. » Aux actes mauvais des autres il oppose que, plus mauvaise encore que leurs actes, il y a leur intolérable prétention de tenir leur pouvoir d'en bas. La conversion des uns sera d'exercer selon la justice le pouvoir qu'ils détiennent ; la conversion des autres sera de renoncer à un pouvoir qu'ils détiennent injustement.

*

**

On n'enlève rien à la force de ces vues générales en remarquant que chaque individu est un cas unique. Un même personnage peut soutenir simultanément des positions et des attitudes contraires, que leur logique propre devrait exclure. Toutes les contaminations se produisent. Il existe des chrétiens de gauche. Il existe des hommes de gauche qui

se comportent en hommes de droite et inversement. Mais ce n'est pas la règle ; et surtout, par-delà toute considération statistique, ce n'est pas l'esprit. Il y a un esprit de la gauche. Et il y a un autre esprit. N'attendez pas que je dise qu'en face de l'esprit de la gauche il y a un esprit de droite : il n'y en a pas en tant que tel et à ce niveau. Car en tant que tel et à ce niveau, l'esprit de la droite est une invention de la gauche. La gauche consiste à créer :

- 1) une gauche par rassemblement et conspiration,
- 2) une droite par exclusion et dénonciation,
- 3) une lutte gauche contre droite.

A ce niveau donc la droite relève de l'esprit de la gauche. Mais il y a un autre esprit, qui est l'esprit du christianisme. Par nature et par vocation, ils s'excluent. Ils se rencontrent aussi : par occurrence illogique, c'est-à-dire par confusion.

*
**

Travailler à soutenir l'existence d'une droite, fût-ce verbalement dans ce domaine des concepts, c'est déjà faire le jeu de la gauche, puisque toute la spécificité de la gauche est d'inventer arbitrairement l'existence d'une droite et la nécessité de la combattre politiquement. L'esprit qui n'est pas de gauche, qui n'est pas une invention de la gauche, et qui au demeurant existait bien avant elle, c'est l'esprit chrétien ; c'est la tradition catholique ; c'est la civilisation chrétienne.

Il est assez malaisé de l'expliquer sans qu'un imbécile ou plutôt cent imbéciles, ou plutôt mille et dix mille, s'exclament aussitôt :

— Donc, selon vous, le christianisme est de *droite* ?

Par nature et de lui-même, le christianisme ne se situe pas dans un camp des luttes civiles plutôt que dans l'autre. *On l'y met*. Le christianisme est un esprit, est une réalité que la gauche rejette volontiers à droite. Et il est bien vrai que si l'on recherche en ce monde un esprit et une réalité qui ne soient certainement pas de gauche, qui ne doivent absolument rien à l'influence de la gauche, qui appartiennent à coup sûr à un autre univers mental et moral, on ne trouvera

que le christianisme. J'entends non pas le surnaturel du christianisme, isolé s'il était possible de son naturel ; j'entends inséparablement toutes les réalités naturelles que le christianisme rectifie, assume et élève dans son surnaturel ; le christianisme n'est pas l'évangile sans le décalogue, — sans le décalogue il n'y aurait plus d'évangile ; l'évangile est la réponse au problème insoluble du décalogue, l'évangile est la bonne nouvelle que le décalogue pourra être sauvé en nous et par nous, et notre destinée s'accomplir au lieu d'échouer. Tel est le rudiment qui fut connu par cœur, et compris par cœur, pendant dix-neuf siècles, et qui paraît radicalement ésotérique à l'obscurantisme spirituel du vingtième siècle. Cette loi naturelle maintenant incomprise, j'en ai suffisamment parlé ailleurs (paru ou à paraître). Mon affaire en ce moment n'est pas de l'expliquer. Seulement de préciser que je parle du christianisme, le vrai, l'immortel, le catholique, le divinément révélé, l'immuable, et non pas de la nouvelle religion issue de l'évolution conciliaire. Le christianisme est cela même que la gauche rejette politiquement à droite, et elle l'y rejette essentiellement à cause de son esprit, à cause de sa réalité. Réalité, esprit constitutifs du christianisme et que le christianisme n'a pas à abdiquer. Il est quelquefois conduit à le faire plus ou moins en voulant ne point se laisser rejeter à droite : le sentiment juste qu'il n'est pas un parti politique le pousse, pour le manifester, à cette partielle abdication. Le christianisme sait bien qu'il n'est pas *de droite*, puisqu'il sait bien qu'il n'est pas *de ce monde*. Mais ce n'est pas du tout la même chose :

- a) n'être pas de ce monde en réalité ;
- b) n'être pas de droite au jugement de la gauche.

Le prince de ce monde fait croire aux chrétiens modernes que « b » est la preuve tangible, la preuve indispensable de « a » ; la condition donc de leur salut éternel ; et le moyen nécessaire de la conversion générale ; et enfin le signe que leurs péchés sont pardonnés.

Leurs péchés, bien sûr. Le christianisme en ce monde, c'est-à-dire l'Eglise militante avec ses saints, ses hiérarques, ses prêtres, ses fidèles, le christianisme en ce monde est uniquement composé de pécheurs, diversement occupés (ou en

tous cas appelés) à être dans le monde sans être du monde. Ils font chaque jour leur examen de conscience, ou du moins ils étaient avant le concile invités à le faire, et à se détacher du monde selon la loi de Dieu : on leur fait croire que cela revient exactement à se détacher de la droite selon la loi de la gauche. Au lieu de se séparer du monde à l'appel de Dieu, les chrétiens maintenant se séparent de la droite à l'appel de la gauche. Ils accomplissent ainsi le tour de force de se séparer d'eux-mêmes ; pour aller se perdre dans le monde.

Car c'est finalement dans la mesure où ils renoncent à être « dans le monde comme n'en étant pas » que les chrétiens passent à gauche. Ils passent au monde pour s'en faire reconnaître. Vaine entreprise tant qu'ils garderont quelque chose du christianisme : pour la gauche, est de droite tout ce qui n'est pas de gauche ; et la religion chrétienne n'est évidemment pas une invention de la gauche.

Pour la gauche, tout ce qui n'a pas été trouvé ou fabriqué dans le monde moderne par la gauche moderne est politiquement arriéré et rejeté à droite. La gauche s'est intéressé à Vatican II et à l'évolution conciliaire dans la mesure où elle y voyait l'invention moderne, par des hommes de gauche, d'une nouvelle religion.

Le christianisme est donc de droite en ce sens que tout ce qui n'est pas de gauche est rejetable à droite par la gauche. C'est le décret de la gauche et lui seul qui en décide. Le christianisme comme les autres n'est de droite *que* par décision arbitraire de la gauche. Comme les autres ? La question est posée de savoir s'il y en a beaucoup d'autres. S'il y en a quelques autres. S'il y en a un seul autre. Sinon par accident. Essentiellement, c'est le christianisme traditionnel que la gauche rejette à droite, depuis le début de la gauche, depuis le dix-huitième siècle, depuis Voltaire et les encyclopédistes, depuis la révolution de 1789 et ses grands faux principes. A cause des péchés des chrétiens : de leurs injustices. A cause ? A cause seconde ; à l'occasion ; occasion réelle, parfois ou souvent. Mais il ya dans la gauche une *intentionnalité* dont elle n'a pas plus conscience que l'outil aux mains du maçon.

Jean MADIRAN.

Pierre HOFSTETTER :

Le monde malade du jugement de Nuremberg ⁽¹⁾

« Après le verdict, le président lut une déclaration des juges soviétiques protestant que la peine de mort n'ait pas été appliquée à tous les accusés... »

C'était à Nuremberg, il y a juste un peu plus de trente ans. Lors d'une étonnante parodie de « justice », si c'est le mot, unique au XXème siècle, et dont on n'a pas fini de payer les abominables conséquences.

Ailleurs, à la même époque ahurissante, on voit ceci :

« Justement, un des hommes aux chaînes sort de sa cellule. Il ne peut marcher tant il est bien entravé. Il avance en sautillant comme un cabri, tout en agitant ses maillons d'acier. »

Et qu'à Paris on « sauve » de la mort Pierre Laval pour pouvoir le tuer à bout portant : « Un sergent se précipite, armé d'un pistolet de fort calibre, et lui donne en plein front un coup de grâce effroyable qui le défigure.

A Washington, cependant, et alors même que se commet ce hideux meurtre gaullo-résistantialiste, « M. Truman s'adresse au Vatican pour faire bénir la politique du département d'Etat ». Déclarant : « Je voudrais encourager une foi nouvelle dans la valeur et la dignité de la personne humaine ».

L'exemple en est sans doute offert au Camp de Struthof — prisonniers de guerre allemands, militants de la croisade contre le bolchévisme, et autres « nazis », criminels par définition — où « un interné doit, avec sa brosse à dents brosser le porc du commandant sans le faire crier. Si l'animal crie, l'interné a huit jours de cachot. »

(1) Article publié dans le N° 171 de L'Europe réelle, BP 754, 1000 Bruxelles, bureau de vente à Paris : FANE, BP 48, 75961 Paris, Cédex 20.

Une « foi nouvelle dans la valeur et la dignité de la personne humaine » : avec les Soviets pour collaborateurs. C'est de l'humour noir.

Sauf qu'il n'y a pas de quoi rire.

Cette époque sinistre, l'écrivain Manuel de Diéguez l'évoqua alors remarquablement, et non sans courage — compte tenu de l'étouffement systématique de toute « liberté d'expression » de ce temps-là — dans un livre dont sont tirés les extraits de presse précités. Titre de l'ouvrage : « La barbarie commence seulement ».

Or, le fait est bien là, elle ne faisait que commencer et l'odieuse imposture juridique de Nuremberg en fut le vrai point de départ.

Imposture que démontrèrent et dénoncèrent alors plusieurs écrivains de grand talent, à leurs risques et périls : notamment Maurice Bardèche dans « Nuremberg ou la Terre promise » et « Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs », G. A. Amaudruz avec « Ubu Justicier », Montgomery Belgion, auteur de « Epithaphe pour Nuremberg », Lord Hankey dans « Politics, trials and errors ».

Aux Etats-Unis, le sénateur Taft — intégrité et lucidité, ses deux qualités majeures : l'homme qui « aurait dû être président », remarqua Merrill Root — déclara de son côté, assez courageusement, dans le « climat » politique de l'époque : « Le procès de Nuremberg fut un viol de la justice, il constitue une grossière violation de ce principe fondamental du droit américain qui refuse aux juges le droit de juger quelqu'un d'après une loi qui n'existait pas lors du crime. L'exécution des condamnés à mort de Nuremberg sera sur l'histoire de l'Amérique une tache que nous regretterons longtemps. Un procès intenté aux vaincus par les vainqueurs ne saurait jamais être impartial. »

Si bien que Nuremberg n'a été qu'un « Vae Victis ! » dûment appliqué, mais hypocritement habillé en « justice » au nom d'une prétendue « Conscience humaine », comme on disait à l'époque, et pour masquer aux yeux de l'opinion publique les vrais responsables de la deuxième guerre mondiale.

Pour la mieux tromper, cette opinion, on y mit tout le paquet, pour ainsi dire. Les dirigeants du IIIe Reich et tout le parti nazi était *collectivement* considérés « comme criminels de guerre, responsables du déclenchement des hostilités et des crimes sans précédent commis tant dans les territoires occupés que sur le propre sol allemand », écrivait dans son « Histoire des grandes puissances » un certain Maxime Mourin, en l'approuvant bien entendu, et cette comédie judiciaire se poursuivie durant près de onze mois (du 20 novembre 1945 au 16 octobre 1946) :

« Sous la présidence du Lord Justice Lawrence, l'instruction poursuivie devant les accusés par la lecture ou la présentation de milliers de documents, par les exposés de procureurs américains, britanniques, français et russes, par le défilé de témoins, mit en relief l'ampleur de la culpabilité des dirigeants allemands, leur duplicité, la préméditation de leurs crimes, la cruauté sans précédent de leurs méthodes. » Suit cette énormité, qui en dit longs sur la valeur de cette avalanche de documents, le défilé de ces « témoins » et le reste : « Aucun fait remarquable et important ne fut révélé, mais les hypothèses les plus sombres furent confirmées. »

Le rappel de quelques vérités premières s'impose.

Et d'abord, celle-ci :

Ce ne sont pas les Allemands, mais Londres et Paris qui ont déclaré la guerre.

La Pologne ? Mais personne ne broncha quand l'URSS l'attaqua dans le dos en septembre 1939, à la suite du IIIe Reich. Pourquoi ?

Autre point à mentionner : l'historien anglais A. J. P. Taylor, auteur d'un livre consacré aux « Origines de la deuxième guerre mondiale » qui fait autorité, exposait que ce fut « la décision polonaise de défier et humilier Hitler — plutôt que de chercher un mode d'accomodement — qui mena au déclenchement des hostilités ». Le colonel Beck annonça : « Mieux vaut aller au devant de l'ennemi que l'attendre ici, chez nous. Nous avons toutes les cartes en mains. »

Et Taylor, germanophobe convaincu pourtant, ajoutait : « Les Allemands ne furent pas plus terribles en aspirant à dominer l'Europe ou peut-être même le monde, que les autres décidés à les arrêter. Dans un sens, ils le furent moins, car leur domination de l'Europe fut accomplie avec un minimum de destruction physique et relativement peu de pertes, alors que l'effort fourni pour leur résister produisit une dévastation générale. »

L'Allemagne, responsable du déclenchement des hostilités en 1939 ? L'écrivain Gary Allen a définitivement tordu le cou à ce mensonge constamment seriné, dans l'édition de mai 1976 de la revue « American Opinion » :

« Hitler ne voulait pas la guerre avec l'Amérique ni avec l'Angleterre. Ses buts de guerre et ses intentions furent clairement exposés dans *Mein Kampf* : « Si nous parlons de terre aujourd'hui en Europe, nous ne pouvons penser qu'à la Russie et ses états vassaux. » Ce qu'a reconnu l'historien A. J. P. Taylor : « L'expansion à l'Est était l'objectif principal de la politique de Hitler, sinon le seul. » En outre, souvenons-nous que ce sont l'Angleterre et la France qui déclarèrent la guerre.

« Les « libéraux » ont prétendu que, dès le jour où Hitler pris le pouvoir, il se mit à se préparer pour la conquête du monde. Le dictateur allemand avait promis qu'il « briserait les chaînes » du traité de Versailles, ce qu'il fit. Il réarma l'Allemagne pour la mettre à égalité en matière d'armements avec la France, l'Angleterre et la Pologne. Mais, comme l'a souligné Bernard Klein dans « German Economic Preparations For War », il était plus avantageux pour l'Allemagne d'avoir une économie de paix que de se livrer à une production de guerre. En 1939, les arguments représentaient seulement 16 % de son budget de dépenses, et en 1940 et 1941 l'Allemagne réduisit ses dépenses militaires pour atteindre un pourcentage du Produit national brut inférieur à celui que les Soviétiques consacrent cette année aux leurs. Ce qui est difficilement le comportement d'une nation partie à la conquête du monde. »

Reste la fiction juridique de « crimes » et « criminels de guerre ». Inventée par ceux qui annihilèrent Dresde, ato-

misèrent Hiroshima et Nagasaki, massacrèrent des milliers de Polonais à Katyn, livrèrent des millions d'Européens à l'esclavage soviétique !

Inventée à dessein, pour masquer leurs propres crimes.

Il y a d'abord l'effroyable destruction de Dresde, sans aucun intérêt militaire, effectuée dans une rage démoniaque d'anéantir : deux fois plus de victimes par l'incendie que la bombe atomique sur Hiroshima ; la ville d'art et d'ancienne civilisation qui brûle pendant sept jours et huit nuits, des cadavres fondus dans l'asphalte, des corps réduits en cendres...

Et puis, il y a ce que Bernard George, dans « Les Russes arrivent », a appelé « la plus grande migration des temps modernes : « Dans des conditions d'une brutalité extrême qui laisseront deux millions de morts sur le terrain, une vingtaine de millions d'Allemands chassés de chez eux par les Soviétiques ». Il n'en fut pas question, on s'en doute, à Nuremberg, où ne pouvaient être pris en considération que des « crimes nazis », réels ou imaginaires, en général fabriqués pour les besoins de la cause.

C'est aussi dans des conditions d'une brutalité non moins extrême que fut « accomplie », durant la fin de la guerre et après, l'opération Keelhaul », à laquelle l'historien américain d'origine judéo-viennoise Julius Epstein a consacré un livre révélateur et solidement documenté.

Keelhaul : donner la cale humide à un matelot ; vieille méthode de châtement dans la marine et de torture chez les pirates. L'opération, ainsi désignée, officiellement, fut le rapatriement de force, sous la menace des tanks et des baïonnettes, de plus de deux millions de prisonniers de guerre (armée Vlassov, divisions cosaques), de réfugiés russes, polonais, ukrainiens, et de « personnes déplacées », vers l'URSS, où les attendaient la potence ou la Sibérie.

Les coupables ? « Violant des engagements solennels, déniaient le droit d'asile et ignorant tous les principes reconnus du droit international, a remarqué le député américain John Ashbrook, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la

France rassemblèrent tous les Russes et orientaux anti-communistes qu'ils purent trouver et les expédièrent en URSS. »

Y compris de vieux réfugiés des années 20.

*

**

Comme l'écrivait Manuel de Diéguez, la barbarie commençait vraiment.

Depuis, Thomas Campbell Clark, un juge de la Cour suprême des Etats-Unis, a été un jour de 1966 soudain saisi de remords. Puis de procéder à son « mea culpa », en déclarant :

« J'ai commis un certain nombre d'erreurs dans ma vie. Mais il y en a deux que je veux confesser publiquement. La première est ma participation aux mesures prises contre les Japonais en Californie au début de la deuxième guerre mondiale. La seconde est ma participation aux procès de Nuremberg. En ce qui concerne ces procès, ils n'ont servi absolument à rien. Je pense que tout ce qu'ils ont fait est de fournir aux dirigeants d'autres pays — à Castro, par exemple — une excuse pour légaliser par un procès l'assassinat de leurs ennemis politiques. »

On s'est en effet engagé, à Nuremberg, dans une voie « juridique » sans rapport avec le sens de la justice existant en Occident, et dont l'Occident continue à payer lourdement la note.

Le journal « Rivarol », en mai 1973, observait :

« La seule chose précise qu'instaurèrent Nuremberg et Tokyo (2) fut une juridiction aux termes de laquelle les vainqueurs d'une guerre s'arrogent désormais le droit de juger, de condamner et d'exécuter ses vaincus, au nom de lois que les premiers ont eux-mêmes promulguées et appliquées souvent, sinon toujours, avec effet rétroactif, c'est-à-

(2) *Vaincus, les dirigeants nippons devinrent des « criminels de guerre », comme les Allemands : sept pendus et dix-huit condamnés à de longues peines d'emprisonnement après une autre mascarade judiciaire.*

dire à l'encontre du principe fondamental de toute justice civilisée (*Nullem crimen sine lege*) — mais, on peut le remarquer en passant, en accord avec le paragraphe 13 de l'article 58 du Code pénal soviétique, qui admet la rétroactivité de la loi lorsqu'il s'agit de juger des crimes « contre-révolutionnaires » (cela devrait faire réfléchir). De ce point de vue, les procès en question marquent assurément une date importante — sinon glorieuse — de l'histoire du Droit international. »

Politiquement, cela s'est pas exemple traduit ainsi : en 1945, à Paris, on a assassiné « légalement » le grand écrivain Robert Brasillach, puis, quinze ans plus tard, dans la même ville, à l'UNESCO, célébré le centenaire de la naissance de Lénine, fondateur de la terrible Tchéka et premier créateur du monstrueux « archipel du Goulag », en qui l'organisme onusien voit un « humaniste », pas moins.

Evolution logique, en somme. Aucun dirigeant occidental n'a encore, que je sache, publiquement condamné un procès où l'on s'est inspiré, comme on vient de le voir, du code soviétique.

Total, depuis Nuremberg : guerres, révolutions, massacres, génocides, en série. Trente ans d'un univers chaotique.

N'empêche : la collusion anglo-américaine-soviétique du temps de guerre qui a abouti au cynique partage du monde de Yalta — soigneusement dissimulé à l'époque par le « big show » de Nuremberg, pour employer une expression du sénateur Everett Dirksen — se poursuit, et Yalta a même été entériné l'été dernier, très officiellement, à Helsinki, où toutes les conquêtes et rapines de l'URSS depuis 1945 ont été solennellement reconnues.

Ce qui fait penser à Ezra Pound, dans « Le Travail et l'Usure », affirmant :

« La différence entre le bolchévisme et le libéralisme est superficielle, alors qu'une profonde perversion leur est commune à tous deux : tentacules d'un même monstre.

1. Les guerres sont faites pour créer des dettes.

2. La guerre est le sabotage suprême, de tous le plus atroce.

3. Une nation qui refuse de s'endetter enrage les usuriers. »

Au sujet de ce dernier point, ayons l'audace de poser cette question : une telle nation, ne fût-ce pas l'Allemagne de 1939 ?

Sans oublier son partenaire de l'Axe :

« Du moment où Mussolini devina les rapports entre les usuriers de New York et les instruments de Moscou, il fut condamné par l'usurocratie internationale », disait encore l'auteur des *Cantos*.

POINTS DE REPERE BIBLIOGRAPHIQUES :

ALLEN Gary - « American Opinion », Belmont, Massachusetts, mai 1976.

DAMI Aldo - « Refaire l'Histoire », La Pensée Universelle, Paris, 1973.

DIEGUEZ Manuel de - « La Barbarie commence seulement... », Editions du Triolet, Paris, 1948.

EPSTEIN Julius - « Opération Keelhaul », The Devin-Adair Company, Old Greenwich, Connecticut, 1973.

POUND Ezra - « Le Travail et l'Usure », Editions L'Age D'Homme » Lausanne, Suisse, 1968.

THEOBALD Robert A. (contre-amiral) - « The Final Secret of Pearl Harbor », The Devin-Adair Company, 1954.

Un analyste américain de la falsification de l'histoire : Arthur R. BUTZ

Nous venons de recevoir un très gros livre in-8° de 315 pages de composition très serrée qui restera un des ensembles de documents les plus remarquables sur la deuxième guerre mondiale. Il s'agit du livre d'un Américain, A. R. Butz, *The hoax of the 20th century*, (La Grande Mystification du 20ème siècle) publié par l'Historical Review press, 23 Ellerker Gardens à Richmond (Surrey). Arthur Butz, nous prévient une note liminaire de l'éditeur, est un Américain qui n'est ni un historien ni un érudit de profession. C'est un scientifique qui exerça à partir de 1966 les fonctions de professeur associé d'équipement électrique et de science des ordinateurs à l'université d'Evanston dans l'Illinois. Intéressé par les contradictions qu'il trouvait dans les livres consacrés aux atrocités (allemandes) pendant la seconde guerre mondiale, et en particulier à la politique d'*ausrottung* des Juifs, mot dont on a falsifié la signification en le traduisant par la politique « d'extermination » des Juifs d'Europe, il entreprit une longue et minutieuse enquête qui l'a amené à accumuler une foule de documents, d'analyses, de preuves, qui constituent un répertoire inestimable et que personne à l'avenir ne pourra plus négliger quand on essaiera honnêtement de voir clair dans cette question.

Arthur Butz a essentiellement pris pour point de départ les deux ouvrages qui, aux Etats-Unis, font autorité sur cette question : le livre de Gerald Reitlinger, *The Final Solution* dont la 2ème édition a paru en 1968, et celui de Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, paru en 1961 aux Etats-Unis. Naturellement il se sert également des livres de Rassinier : *Le véritable procès Eichmann*,

que les *Septs Couleurs* ont fait paraître en 1962 et *Le Drame des Juifs Européens*, publié par la même maison d'édition en 1964 et qui sont à peu près épuisés à ce jour. Il utilise également les documents présentés au procès de Nuremberg, et particulièrement ceux qui ont été retenus par l'accusation, ainsi que la documentation réunie dans les procès suivants du Tribunal Militaire International, en particulier le procès qu'on appelle le *Medical case*, le procès contre Pohl sur la question des camps de concentration, le procès contre la firme I. G. Farben, le procès Ohlendorf sur les *Einsatz-gruppen*. Il donne également des indications inédites ou peu connues à ce jour sur l'équipe formée autour de Justice Jackson qui présida le Tribunal Militaire International et en particulier sur deux Juifs qui jouèrent auprès de lui un rôle considérable : Robert Kempner, Juif allemand bien connu de tous ceux qui se sont occupés de cette question, et le colonel David Marcus, beaucoup moins connu, qui est mort en combattant à côté des forces israéliennes dans la guerre contre les Arabes, et qui joua un rôle secret très important. Il utilise également les indications contenues dans le procès fait à Jérusalem à Eichmann en 1961.

Le livre est composé de huit chapitres. Le premier, consacré à la composition du tribunal, au déroulement du procès et aux dessous de l'organisation du procès ; le second consacré aux camps ; le troisième à la propagande juive qui prépara le thème des « atrocités » nazies ; le quatrième au camp d'Auschwitz ; le cinquième à la question des Juifs hongrois ; le sixième à diverses questions incidentes ; le septième à la soi-disant « solution finale » ; le huitième contenant les conclusions de l'auteur après l'examen de ces différents problèmes. Un appendice de 50 pages est consacré à l'examen de documents particulièrement importants dans l'ensemble des procès du Tribunal Militaire International.

Les chapitres les plus intéressants sont ceux qui sont consacrés à la question des camps et à la préparation psychologique de l'opinion publique américaine pour lui faire admettre le thème des « atrocités » allemandes et la nécessité d'un tribunal international dirigé par les vainqueurs.

Sur la question des camps, Arthur Butz se fonde surtout sur les différents rapports de la Croix Rouge, sur les déclarations de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich constatant l'inexistence des chambres à gaz sur l'ensemble du territoire allemand d'après l'enquête approfondie à laquelle s'était livré cet organisme, sur le témoignage de l'Américain Stephen S. Pinter qui avait été en poste à Dachau pendant les années qui suivirent immédiatement la guerre. Une étude très approfondie sur le camp d'Auschwitz-Birkenau fait l'objet à elle seule d'un chapitre particulier. Sur plusieurs de ces points, les documents utilisés par Arthur Butz sont déjà en partie connus du public européen grâce à la brochure de Ricard Harwod publiée en Angleterre sous le titre : *Did six million really die ?* dont une traduction a paru en France. *Défense de l'Occident* a rendu compte de cette brochure dans son numéro de novembre 1976 (N° 142).

La partie la plus neuve de la documentation d'Arthur Butz est celle qui est consacrée aux campagnes de presse et aux groupes de pression qui ont endoctriné l'opinion américaine. On y voit très clairement la naissance des légendes qui ont eu cours sur les « atrocités » allemandes. On voit très bien également la part que prirent dans cette campagne d'intoxication le Congrès Juif Mondial et tout particulièrement le rabbin Stephen Wise grâce à ses liaisons avec le Département d'Etat, et notamment avec le secrétaire d'Etat aux Finances, Morgenthau, Juif animé d'une haine hystérique contre l'Allemagne et qui fut l'auteur du fameux plan de 1945 qui proposait de réduire l'Allemagne à une sorte d'esclave, en en faisant un pays exclusivement agricole, dépourvu de toute industrie. Stephen Wise avait des « correspondants » en Suisse qui, naturellement, étaient juifs et lui envoyaient des rapports secrets présentés comme provenant d'Allemagne par des filières de « résistance » et révélant les « atrocités » qu'il était indispensable de faire connaître à l'opinion américaine. C'est en juin 1942 que les agents du Rabbin Wise propagèrent l'histoire de la fabrication de savon et de matières grasses à partir de la combustion des cadavres des Juifs exterminés dans les « chambres à gaz ». La campagne du Congrès Juif Mondial devait

aboutir en janvier 1944 à la création du *War Refugiery Board* dirigé pratiquement par Morgenthau qui était représenté dans cet organisme par Harry Dexter White, agent soviétique qui fut démasqué quelques années plus tard. La campagne, commencée en juin 1942, fut poursuivie pendant tout le reste de l'année 1942 et en particulier à partir de novembre et décembre 1942 et pendant toute l'année 1943. Robert Butz accorde à cette campagne une extrême importance parce qu'il considère que c'est elle en réalité, et non pas les documents produits plus tard, qui est à l'origine du chiffre contesté aujourd'hui de six millions de victimes juives qui a été imposé par la suite à l'opinion publique mondiale.

Les principales étapes de cette intoxication de l'opinion américaine sont constituées par les interventions du Rabbin Isaac Goldstein en décembre 1942 qui, le premier, parla de 2 millions de Juifs des pays occupés par l'Allemagne assassinés avec barbarie et qui précisa qu'un tiers de la population juive mondiale se trouvait entre les mains de Hitler et que ces Juifs, dont le nombre était évalué à 5 millions, étaient menacés d'une extermination totale. Une imposante manifestation juive eut lieu le 2 mars 1943 à Madison Square Garden dans laquelle prirent la parole Wendell Wilkie, le Rabbin Hertz et le fameux Chaim Weizmann qu'on retrouve à l'origine de la plupart des campagnes sionistes. Une autre manifestation eut lieu huit jours plus tard à laquelle assistèrent 40 000 personnes. C'est au cours de cette manifestation que furent avancés les chiffres qui devaient par la suite être imposés à l'opinion mondiale par la puissance de la propagande juive, ceux de 2 millions de victimes déjà sacrifiées à l'époque où avait lieu la manifestation et de 4 millions de Juifs des mêmes pays en danger de mort. Nous citons ici une page du livre d'Arthur Butz qui montre la précision de sa documentation et la rigueur de ses analyses. Cette citation donnera à nos lecteurs une idée du sérieux de ce livre et de l'importance qu'il sera indispensable de lui accorder à l'avenir.

« L'examen du problème de l'origine du chiffre de six millions pourrait aisément mener à cette conclusion qu'il a

son origine dans les documents du Tribunal Militaire International de Nuremberg où l'accusation mentionna un chiffre fourni par le Congrès Juif Mondial de 5721800 Juifs dont on ne retrouvait plus la trace dans les statistiques ainsi que sur un affidavit signé par Wilhelm Hoettl du S. D. affirmant qu'il avait entendu citer ce chiffre de six millions par Eichmann lui-même. Selon Hoettl, Eichmann avait fait une visite à son bureau de Budapest avec un très grand pessimisme parce qu'il était convaincu que la guerre était désormais perdue et qu'il pensait que les Alliés le puniraient comme un criminel de guerre majeur : à cette occasion il aurait déclaré, en l'absence de tout autre témoin que Hoettl, que quatre millions de Juifs avaient été tués dans les camps d'extermination et que deux millions avaient péri de différentes autres manières, principalement par des exécutions des *Einsatz-gruppen* en Russie. Nous présentons ici une théorie différente sur l'origine de ce chiffre de six millions. Sa première apparition semble être la déclaration du Rabbin Goldstein en date du 13 décembre 1942, suivie par une information d'origine officielle en date du 20 décembre répétant la même allégation, avec cette nuance seulement que cette dernière indiquait que le nombre total des Juifs en danger d'être exterminés s'élevait à sept millions, tandis que la déclaration du Rabbin Goldstein se bornait au chiffre de six millions. Nous estimons toutefois bien entendu qu'il n'est pas suffisant de s'appuyer sur ces deux documents pour déterminer clairement et définitivement l'origine de la mise en circulation du chiffre de six millions.

« Toutefois l'apparition de la mention de deux millions de morts et quatre (ou cinq) millions de victimes futures répétée dans des informations *officielles* en date des 2 et 10 mars 1943 doit déjà être prise beaucoup plus au sérieux. Une indication encore plus typique sur cette affaire peut être tirée d'une insertion publicitaire payée dans différents journaux qui, en date du 10 mars, donnait un compte rendu de la manifestation organisée par le Comité pour le regroupement des juifs palestiniens sans patrie présidé par le sénateur Johnson du Colorado. Cette publicité mettait en relief la même appréciation du nombre des victimes (deux mil-

lions de victimes actuelles, quatre millions en danger d'extermination) et donnait aussi la liste du (Comité de soutien de l'organisation qui comprenait un grand nombre de membres du Congrès Juif Mondial et d'autres notables. La même organisation avait fait passer déjà une publicité d'une page entière dans plusieurs grands journaux américains le 16 février, spécifiant également que deux millions de victimes juives avaient déjà été sacrifiées et que quatre millions allaient incessamment être exterminées (la même publicité affirmait que les seuls Arabes qui faisaient des objections contre l'immigration massive des Juifs en Palestine étaient en réalité des agents nazis). En date du 20 avril 1943, une dépêche, puis un document édité par l'Agence juive pour la Palestine répétaient et propageaient ce chiffre de deux millions de victimes et de quatre (ou cinq) millions qui devaient être exterminés pendant l'année 1943 selon l'application des plans allemands. Nous avons donc là un usage général de ce chiffre de six millions bien antérieurement à la fin de la guerre et déjà mis en circulation par le groupe de pression qui fournit les chiffres de l'accusation au tribunal de Nuremberg : de telle sorte que je crois que nous pouvons prendre la fin de l'année 1942 et le début de 1943 comme la date véritable de l'origine de ce chiffre de six millions. Le fait que ce chiffre n'a aucun rapport avec les faits réels est confirmé par la documentation fournie par Reitlinger lui-même lorsque, dans son livre très favorable à la thèse juive, il s'arrête au chiffre de 4,2 à 4,6 millions de victimes presque toutes en provenance de l'est Européen qui auraient péri en Europe pendant la seconde guerre mondiale, parmi lesquels un tiers serait mort, selon ses propres déclarations, de « surmenage », maladies, faim ou abandon. Nous démontrerons ailleurs que les chiffres cités par Reitlinger ne correspondent également à aucun fait réel, mais ce n'est pas là le lieu de discuter cette divergence. »

Dans la page qui suit, et que nous ne citons pas, Arthur Butz examine le témoignage de Hoettl à la lumière de sa carrière personnelle, rappelle l'exclusion qui avait été prononcée contre lui par l'organisation supérieure des SS pour prévarication et malhonnêteté et sa carrière postérieure

comme agent du service de contre-espionnage américain à partir de 1949 où il fut utilisé comme agent double chargé d'obtenir des renseignements grâce à ses liaisons d'une part avec les néo-nazis et d'autre part avec des agents soviétiques. En conséquence de ce *curriculum vitae*, Arthur Butz estime que l'*affidavit* présenté au tribunal de Nuremberg par Hoettl est fortement sujet à caution.

Les autres chapitres du livre, qu'il serait trop long d'analyser, comportent également un grand nombre de documents importants examinés avec la plus grande précision.

Il est souhaitable que ce livre ait la plus grande diffusion possible en Europe. Il est peu probable qu'il puisse être traduit sous la forme que lui a donné Arthur Butz, trop compacte, diffuse, avec un plan obscur, difficile à lire et qui se ressent un peu trop de l'inexpérience littéraire de l'auteur. Mais cette étude d'Arthur Butz restera un ensemble de documents de premier ordre qui pourra être utilisé avec profit par des historiens consciencieux et soucieux d'exactitude historique.

M. B.

Lyon, le 19 septembre 1977

Cher Monsieur,

Dans le n° 150 de Défense de l'Occident vous avez publié ma liste de « Quelques exécutions du maquis Bernard ». Cette liste, comme le précisait le texte d'accompagnement, était envoyée « à des instances juridiques et administratives ainsi qu'à des groupements et associations ». Si je vous en avais envoyé un exemplaire ainsi qu'à d'autres personnes qu'intéresse l'histoire de l'« Epuration », c'était seulement à titre privé, et non en vue d'une publication.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.

R. FAURISSON.

Leurs Figures : **Simon Wiesenthal**

Lu dans le mensuel autrichien « Die Kameradschaft » de mai 1977

Simon Wiesenthal a comparu comme témoin devant un tribunal autrichien !

Simon Wiesenthal, directeur du centre de documentation juive de Vienne, avait cité en justice le rédacteur responsable de « Die Kameradschaft » pour la publication dans ce mensuel de la « Lettre d'un lecteur » de Hermann Munk qui prétendait que c'est pure invention de la part de Wiesenthal de s'intituler « le chasseur d'Eichmann », qu'il s'intitule aussi « ingénieur » sans avoir de diplôme, qu'après l'occupation de la Pologne, en septembre 1939, par le IIIe Reich et l'Union Soviétique, Wiesenthal était parti en Roumanie, qu'il s'était mis au service de la S. D. allemande à Bucarest. Après la guerre, toujours selon Hermann Munk, Wiesenthal avait refait surface à Vienne en prétendant avoir fait de longs séjours dans les camps de concentration allemands — autre invention de sa part — parce qu'il était juif. La communauté israélite de Vienne aurait eu connaissance de ces affabulations de Wiesenthal depuis quelque temps. Toujours selon cette lettre, toute l'action de Wiesenthal répondrait donc uniquement au besoin de se faire valoir et il ne serait qu'un aventurier sans scrupules.

Reproches fort graves, comme on le voit. Il est compréhensible que Wiesenthal se défende contre ces accusations.

L'audition de Simon Wiesenthal, qui se présente actuellement comme « écrivain », a eu lieu le 15 avril 1977 devant le Dr Kaiser, juge pour les affaires de presse de Klagenfurt.

Le juge a lu d'abord des dépositions de témoins et des documents contenant quelques écrits très intéressants.

C'est ainsi que Wiesenthal avait désigné deux personnes, Aba Lewitt et Karl Fuchs, pour témoigner qu'il avait été interné à Mauthausen, mais ces témoins ont affirmé seulement qu'ils avaient rencontré Wiesenthal après la libération du camp par les Américains.

Heinrich Günthert de Karlsruhe, ancien directeur général des chemins de fer fédéraux allemands, était pendant la guerre, à partir de septembre 1941, directeur de l'atelier de réparation de l'Ostbahn (chemins de fer des régions de l'Est conquises par la Wehrmacht) à Lemberg. Il a connu Wiesenthal quand celui-ci travaillait dans cet atelier de réparation. Günthert explique que selon la réglementation en vigueur à l'époque, on ne devait confier aux juifs que des travaux manuels simples. Wiesenthal a travaillé pourtant au bureau d'études, grâce à la recommandation d'un Allemand. Günthert n'a pas eu d'ennuis malgré cette infraction au règlement. La femme de Wiesenthal s'est évadée de l'atelier, mais le mari a pu continuer à travailler au bureau d'études bien qu'un autre juif, qui s'était évadé, ait été fusillé après avoir été repris. Juan Maler vit actuellement en Argentine. Il a fait savoir que Hermann Munk et l'ingénieur Wuppermann — abattu d'un coup de feu depuis lors — lui avaient raconté en 1974 que les affirmations de la « Lettre d'un lecteur » de Hermann Munk étaient des renseignements fournis par des membres de la communauté israélite de Vienne.

Simon Wiesenthal a été parfois fort prolix pendant son audition, il a répondu souvent en prenant des détours aux questions très adroites de l'avocat de Kunschke, le Dr Mayer.

Wiesenthal ne possède pas de document original prouvant le titre d'« ingénieur diplômé » qu'il s'attribue. Il a pu obtenir seulement en 1949, par l'intermédiaire d'un ami, une « Copie » rédigée en polonais, datée de Gliwicz, le 14.1.1949. (N. d. T. : Gliwice — Gliwicz en allemand — ville de Haute Silésie annexée par la Pologne communiste en 1945), portant l'en-tête de l'Institut Polytechnique de Silésie. Il est dit dans cette copie que Wiesenthal a obtenu le diplôme d'« architecte-ingénieur » n° 41-1940 de l'Institut Polytechnique de Lemberg après avoir réussi l'examen passée le 25 juin 1940. Il est précisé dans la copie que le document original ne portait pas la signature du recteur parce qu'il n'y avait pas de recteur à l'époque. (N. d. T. : Lemberg (Lvov), ville incorporée à l'U. R. S. S. en septem-

bre 1939, la ville fut réoccupée par la Wehrmach de 1941 à 1944. Question à poser à un historien compétent et honnête : les Soviétiques ont-ils permis la poursuite des activités de l'Institut Polytechnique polonais de Lemberg après l'annexion de la ville en septembre 1939 et Wiesenthal aurait-il pu passer ses examens en polonais le 25 juin 1940 ?). Toujours selon cette « Copie », il aurait étudié d'abord à l'établissement d'enseignement supérieur technique tchèque de Prague et il serait venu à Lemberg en 1932 pour y poursuivre ses études. (N. d. T. : le 25 juin 1940, Wiesenthal avait 31 ans 1/2. Ses études avaient été assez prolongées, il me semble !). En Autriche, Wiesenthal met seulement le titre de « Dipl. -Ing. » après son nom, parce qu'il n'a pas demandé la reconnaissance de son diplôme, mais cette formalité n'est pas nécessaire en Allemagne Fédérale, et il signe donc, dans ce pays : « Dipl.-Ing. Simon Wiesenthal ! » Wiesenthal n'a pas pu expliquer cependant pourquoi son titre d'ingénieur ne figure pas dans les attestations qu'il s'est fait remettre après la guerre pour prouver qu'il avait été détenu à Mauthausen, ni dans une décision administrative du « Regierungspräsident » de Cologne de 1968.

Wiesenthal prétend qu'il n'a jamais été en Roumanie.

Il dit qu'il a été jeté immédiatement en prison quand les troupes allemandes ont occupé Lemberg. Selon lui, c'est un contremaître de la firme où il travaillait auparavant, qui faisait partie de la milice ukrainienne, qui a empêché qu'on le fusille. Wiesenthal n'a pas dit pourquoi on devait le fusiller. C'est seulement en octobre ou en novembre 1941 que Wiesenthal et sa femme auraient été transférés dans le ghetto qui était gardé par un service d'ordre juif. Wiesenthal continue à raconter qu'il a été envoyé alors sans sa femme au camp de travail forcé de Janoska puis que, finalement, on l'a fait travailler à l'atelier de réparation de l'Ostbahn à Lemberg. Il logeait avec les autres dans un baraquement. Selon lui, il s'agissait d'un camp de concentration. Mais le témoin Güntnert explique que l'atelier était entouré, comme du temps des Polonais, en partie de grilles et en partie d'une clôture en lattis. Il n'y a jamais eu de clôture comme dans un camp de concentration. Poursuivons

le récit fait par Wiesenthal : il s'est évadé en 1943 et s'est caché jusqu'en mars 1944 chez une famille de Lemberg. Les Allemands l'on découvert et ramené au camp où il a été mis au cachot, sans autre sanction. (Nous savons par le témoignage de Günthert qu'un autre juif qui s'était évadé avait été fusillé après avoir été repris).

Wiesenthal prétend qu'il est passé ensuite par Plazow près de Cracovie, par Grossrosen près de Breslau, par les camps de concentration d'Auschwitz et de Bunchenwald, puis de Mauthausen où on l'a mis immédiatement au « bloc de la mort » avant qu'il soit libéré par les Américains le 5 mai 1945.

Le Dr. Mayer, avocat du rédacteur responsable de « Die Kameradschaft », a fait remarquer à Wiesenthal qu'il avait demandé une indemnité à l'Organisation Internationale des Réfugiés en prétendant qu'il avait combattu dans les rangs des partisans, détail de son curriculum vitae dont il ne fait plus mention maintenant. L'avocat a présenté le document en question et Wiesenthal a dû le reconnaître, mais il a déclaré ce 15 avril 1977 que son activité s'était limitée à la fourniture de pistolets aux partisans et au fait qu'il était lui-même armé quand il s'est évadé. Nous apprenons donc par Wiesenthal que les détenus des camps de travail forcé ou des camps de concentration pouvaient ne procurer des armes à feu, mais Wiesenthal ne nous a pas expliqué comment cela était possible !

Ce même avocat a fait remarquer à Wiesenthal qu'à Mauthausen, le « baraquement de la mort » portait le n° 20 et pas le n° 6. Wiesenthal s'est contenté de répondre que les détenus disaient que c'était le baraquement n° 6.

Il est intéressant de signaler que Wiesenthal a dû reconnaître qu'il ne portait pas de numéro matricule tatoué sur le bras. Il dit qu'il n'y avait qu'à Auschwitz qu'on tatouait les numéros.

Le Dr. Mayer a montré ensuite la brochure sur Mauthausen écrite par Wiesenthal en lui prouvant que le genre de numéro matricule figurant sur sa photo dans cette brochure n'a jamais existé, car les juifs portaient l'étoile de

David, détail que tout le monde connaissait déjà en 1946, quand cette brochure a paru. Wiesenthal a répondu qu'il avait mis la lettre « J » sur son numéro pour montrer qu'il avait été arrêté par les Allemands parce qu'il était juif.

Autre détail intéressant : le juge a fait remarquer que ; jusqu'à présent, il n'y a que le témoin Günthert qui a vu Wiesenthal personnellement pendant la guerre. L'examen des documents montre qu'il n'y a des attestations que sur l'internement de Wiesenthal à Mauthausen.

Quelles sont les personnes qui ont donc vu réellement Wiesenthal au cours du « calvaire » qu'il décrit ?

Cette question est restée sans réponse.

L'avocat, Dr. Mayer, a dit aussi que l'activité de Wiesenthal fait l'objet d'une réprobation manifeste car beaucoup pensent qu'elle provoque une renaissance de l'antisémitisme et que, plus de 30 ans après les événements, il faudrait en finir une fois pour toutes avec ces choses. Qui peut encore se souvenir dans les détails de ce qui s'est passé entre 1939 et 1945 ?

Le Dr. Mayer a fait remarquer que Wiesenthal lance de graves accusations contre certaines personnes, comme dans le cas de Peter, personnalité politique autrichienne. Ces personnes doivent lutter alors pendant des années contre cette diffamation jusqu'à ce que leur innocence soit mise en évidence par un tribunal. Là-dessus, Wiesenthal a réagi en critiquant fortement les tribunaux autrichiens. Selon lui, les cours d'assises ne jugent pas d'une façon objective et prononcent des jugements erronés. La justice autrichienne va-t-elle accepter sans réagir des accusations aussi graves ?

L'avocat de Wiesenthal a essayé avec véhémence d'empêcher la citation d'autres témoins, mais en vain. Le juge, Dr. Kaiser, a ajourné les débats pour qu'on puisse recueillir les témoignages du Dr. Kreisky, chancelier fédéral autrichien, et de Robert Verbelen, ancien officier de la SS, que Wiesenthal avait fait traîner aussi en justice, sans succès. Par contre, le Dr. Kaiser a refusé l'audition de Hermann Munk, l'auteur de la « Lettre d'un lecteur ». Pourquoi donc ?

**Wiesenthal a-t-il été dans un camp de concentration ?
Il ne peut pas le prouver.**

Articles parus dans la presse après l'audience du 15 avril 1977.

« Volkszeitung Kärnten-Osttirol » du samedi 16 avril 1977.

Klagenfurt. — C'est dans la salle d'audience 140 du tribunal d'instance de Klagenfurt qu'on comparu hier, devant le Dr Kaiser, juge chargé des affaires de presse, Simon Wiesenthal, connu comme le « chasseur d'Eichmann », qui s'était constitué partie civile, avec son avocat, le Dr. Dorda, et Erich Kunschke, rédacteur responsable de « Die Kameradschaft », défendu par le Dr. Mayer, contre qui Wiesenthal avait porté plainte en vertu de la loi sur la presse. Motif : dans le numéro de mai 1974 de « Die Kameradschaft », on avait pu lire une « Lettre d'un lecteur » intitulée : « Le calvaire du chasseur d'Eichmann » affirmant que Wiesenthal inventait son passage dans des camps de concentration, qu'il n'avait pas le droit de porter le titre d'ingénieur, qu'il avait été au service de la S. D. et qu'il n'était qu'un aventurier sans scrupules, soucieux avant tout de se faire valoir. Wiesenthal porta plainte contre Kunschke, naturellement. Au cours de l'audience qui dura plus de 4 heures, Wiesenthal a décrit pendant 3 heures d'affilée comment il fut arrêté plusieurs fois par la Gestapo entre 1941 et 1945, il a raconté qu'il avait été astreint au travail forcé pour l'Ostbahn, qu'il s'était évadé, qu'il avait été repris et ré-arêté, qu'il avait été mis le 7 février 1945 au « bloc de la mort » n° 6 de Mauthausen et qu'il avait été libéré finalement le 5 mai 1945 par les Américains. Wiesenthal n'a pu toutefois présenter aucune preuve ni aucun document étayant ses affirmations. Le Dr. Mayer lui a demandé s'il avait bénéficié d'un régime de faveur dans les camps de concentration, comparativement aux autres Israélites. Wiesenthal a répondu qu'il n'en pouvait rien s'il était encore vivant.

Au cours d'un duel oratoire serré entre Wiesenthal, le Dr. Dora (son avocat) et le Dr. Mayer (avocat de Kunschke), ce dernier a reproché à Wiesenthal d'avoir affirmé à l'Or-

ganisation Internationale des Réfugiés qu'il avait lutté contre les Allemands comme partisan dans les forêts, mais Wiesenthal a nié la chose. Ce procès, qui dure déjà depuis trois ans, a été ajourné de nouveau sine die.

Qui est Wiesenthal ? Kreisky cité comme témoin.

« Kärnter Tageszeitung » du samedi 16 avril 1977

Procès de presse du « chasseur d'Eichmann » contre « Die Kameradschaft » de Klagenfurt.

Une action civile introduite auprès du tribunal d'instance de Klagenfurt (juge chargé des affaires de presse : Dr. Kaiser) a occupé plusieurs heures d'audience hier. C'est une affaire qui peut faire du bruit, et c'est Simon Wiesenthal lui-même, directeur du centre de documentation juive de Vienne, qu'on appelle aussi « le chasseur d'Eichmann », qui a été à la barre des témoins pendant 3 heures. Wiesenthal avait porté plainte contre « Die Kameradschaft » à la suite de la publication dans le n° de mai 1974 d'un article intitulé « Le calvaire du chasseur d'Eichmann ». Inculpé : Erich Kunschke et Klagenfurt, rédacteur de ce mensuel. Il est défendu par le Dr. Mayer. Disons sans plus attendre que l'audience a été ajournée sine die parce que la défense a cité comme témoins le Dr. Kreisky, chancelier fédéral autrichien, Robert Verbelen, condamné à mort en Belgique, mais vivant à Vienne, et un certain Harmann Munk qui avait signé la « Lettre d'un lecteur » faisant l'objet du procès.

Par Karl Korentschnig

Voici quels étaient les points essentiels de cette « Lettre d'un lecteur » : « Jusqu'en 1939, Wiesenthal était contre-maître sur les champs de pétrole de Grosny (Pologne), il travailla ensuite pour le Sicheheitsdienst allemand à Bucarest, puis à Vienne. Son séjour dans les camps de concentration est purement imaginaire, c'est un aventurier sans scrupule, soucieux uniquement de se mettre en valeur ! » Dans la demande rédigée par l'avocat de Wiesenthal, Dr. Friedrich Skrein, il est dit que les affirmations ci-dessus sont tout à fait inexactes et n'ont aucun rapport avec la réalité.

Dès le début de l'audience, la défense met en doute le titre d'ingénieur de Wiesenthal qui ne possède pas de document original établissant ce titre, il ne dispose que d'une copie. Wiesenthal dit qu'il n'a pu emporter aucun document lors de son arrestation à Lemberg, en 1939. (N. d. T. : s'il a été arrêté à Lemberg en 1939, c'est par les Soviétiques ! Comment aurait-il pu passer ses examens en juin 1940 ? Lapsus du journaliste !) Wiesenthal fait ensuite une description détaillée des séjours qu'il fit dans des camps de concentration, d'abord au camp de travail forcé de Janowska près de Lemberg, puis à l'atelier de réparation de l'Ostbahn à Lemberg. Dans ce camp de travail, il a travaillé comme dessinateur industriel. Il a pu trouver des pistolets pour lui et pour d'autres détenus. Il est parvenu à s'évader en 1943. A pu se cacher ensuite à Lemberg jusqu'au 13 mars 1944. Arrêté, ramené au camp de Janowska. S'est coupé les veines des poignets pendant son transfert. On l'a fait passer ensuite d'un camp à l'autre, à Auschwitz, mais pas de place, envoyé à Grossrosen près de Breslau, puis, à pied à Buchenwald (N. d. T. : au moins 400 km à vol d'oiseau de Breslau à Weimar !) mais pas de place non plus, et c'est pourquoi il fut envoyé à Mauthausen, au « bloc de la mort » n° 6. Finalement libéré par les Américains le 5 mai 1945. Le Dr. Mayer a présenté la documentation réunie par les internés autrichiens de Mauthausen dans un livre paru en 1946 : on n'y parle pas d'un « bloc de la mort » ! C'est seulement à partir de Grossrosen que Wiesenthal peut fournir des documents sur des passages dans les camps de concentration.

Le Dr. Mayer : « Dans une demande d'indemnisation, Wiesenthal a prétendu aussi qu'il avait combattu avec les partisans, quand il menait une vie clandestine à Lemberg. » Mais il est apparu à l'audience que Wiesenthal n'avait pas combattu .

Il explique : « Les Russes n'étaient pas loin et je n'ai plus pu entrer en contact avec un groupe de partisans ! » Il estime néanmoins que ces mois de vie clandestine doivent être considérés comme une « période de maquis ».

Il y a eu aussi un échange très vif de propos entre Wiesenthal et l'avocat de Kunschke. Le Dr. Mayer a repro-

ché à Wiesenthal de s'intituler « chasseur d'Eichmann » sans y avoir droit. Wiesenthal a répondu avec violence : « Ce n'est sûrement pas à vous que je dois rendre des comptes à ce sujet ! »

Le Dr. Kaiser, juge des affaires de presse, a décidé que le chancelier fédéral d'Autriche, Dr. Kreisky, et Verbelen, seraient entendu par commission rogatoire, donc à Vienne. Il renonce à l'audition de Hermann Munk, auteur de la « Lettre d'un lecteur », parce qu'il est établi que ce témoin n'a rien observé par lui-même.

F. A. N. E.

B. P. 48 — 75961 PARIS Cédex 20

Permanences :

13, Rue des Montibœufs — PARIS 20ème

Jeudi de 19 h. 30 à 21 h.

Samedi de 14 h. à 18 h. 30

ORGANISATION DE LUTTE

POUR UN SOCIALISME EUROPEEN

Les Écologistes et l'Industrie atomique

J'aime bien les écologistes. J'ai la même sensibilité qu'eux : je n'aime pas le monde moderne, je n'aime pas la concurrence effrénée, je n'aime pas la civilisation à outrance et le gigantisme. Mais il y a deux manières de réagir à l'égard de la civilisation : l'une est de s'en plaindre, l'autre de la maîtriser. Les écologistes sont dangereux parce que leur pensée, leur sensibilité s'accompagnent d'une grande naïveté. Ils sont à la fois écologistes et libéraux, ce qui est une contradiction. La sagesse qu'ils rêvent d'imposer ne peut l'être que par des gouvernements forts, par des régimes autoritaires. Le libéralisme est incapable de réaliser leurs vœux. Au contraire, l'affaiblissement qu'ils acceptent et qu'ils recommandent au nom de leur but utopique ne servira en fait qu'à augmenter et à rendre maîtresses de nos destins des puissances implacables qui auront été très indifférentes à l'écologie. C'est-à-dire pratiquement à aboutir au résultat contraire de celui que les écologistes recherchent.

Rien n'est plus frappant à cet égard que leurs campagnes toutes sentimentales et hystériques sur le problème de l'énergie nucléaire. Ils croient bien faire, ils croient nous affranchir. En réalité, se doutent-ils que, sur le plan économique et sur le plan militaire, ils feraient de nous, si nous suivions ce qu'ils exigent, une nation qui ne serait pas plus capable de se défendre contre les Etats modernes sur-armés et sur-équipés que ne l'étaient les naturels de Tahiti armés de flèches quand Bougainville débarqua chez eux. Ils nous préparent un avenir d'esclavage. Et par cet avenir d'esclavage un avenir atomique, celui qu'ils espèrent justement éviter.

Il suffit pour s'en convaincre de retracer l'histoire de l'énergie atomique. En 1953, les Etats-Unis étaient la seule nation qui savait fabriquer l'uranium enrichi, la seule capable de construire des centrales atomiques. Non seulement de construire des centrales, mais aussi de les vendre. De les vendre avec des clauses draconiennes dans leurs contrats : les Etats-Unis restaient libres à chaque instant de fixer le prix du combustible et d'autre part ils imposaient des limites d'utilisation du combustible qu'ils fournissaient, de façon à ce

qu'il ne puisse pas servir un jour à des usages militaires ou être vendu à des nations qui s'en serviraient à des fins militaires.

C'étaient des écologistes à leur manière, mais des écologistes qui avaient une petite idée derrière la tête. Ces règles sont encore en usage aujourd'hui pour tous ceux qui achètent de l'uranium aux Etats-Unis et qui utilisent les filières de fabrication américaines.

Depuis vingt ans, la France, et après elle l'Allemagne, ont cherché à s'affranchir pour des raisons qui n'étaient pas du reste purement économiques, de la sujétion que faisaient peser sur elles les Etats-Unis. Après vingt ans de travail, les techniciens français avaient non seulement découvert une filière de fabrication différente de la filière américaine, mais ils avaient poussé si loin leurs travaux qu'ils étaient non seulement capables de se doter d'une énergie nucléaire par leurs propres moyens, mais encore de devenir les fournisseurs des pays étrangers et par conséquent des exportateurs d'énergie nucléaire. A partir de 1975, les Etats-Unis ont donc perdu la suprématie complète qu'ils avaient dans le domaine du nucléaire, ils ne sont plus les seuls fournisseurs mondiaux d'énergie nucléaire.

Grâce à l'enrichissement de l'uranium et au re-traitement des combustibles, grâce à l'invention des surgénérateurs qui fabriquent plus de plutonium qu'ils n'en consomment, une nouvelle énergie est désormais à la disposition des nations, un nouveau pétrole a fait son apparition dans le monde et son importance est aussi grande que celle des gisements géologiques qui font aujourd'hui la fortune et la puissance de ceux qui les possèdent. La percée technologique de la France et de l'Allemagne a été telle dans ce domaine que, en 1976 et 1977, les Etats-Unis n'ont vendu qu'un seul réacteur à l'étranger alors que dix ans plus tôt ils vendaient douze réacteurs par an. L'énergie nucléaire est le pétrole de demain. Les fabricants et les vendeurs d'énergie nucléaire auront demain la situation qu'ont aujourd'hui les pays arabes. Ce problème est si grave qu'il a été le principal sujet des entretiens qu'ont eus au mois de septembre Raymond Barre et le Président Carter. Voilà en réalité de quoi il s'agit.

Carter est écologiste à sa manière. C'est-à-dire à la manière du président Eisenhower dont les conseillers avaient imaginé ce bon contrat de 1953 assorti de tant de clauses favorables aux Etats-Unis. A peine arrivé au pouvoir, Carter a fait savoir qu'il n'y aurait plus de prolifération de l'industrie atomique, qu'on ne fabriquerait (et surtout qu'on ne vendrait plus) de plutonium, qu'on ne tolérerait plus le re-traitement, qu'il fallait condamner les surgénérateurs. Morale bien utile, écologie bien avantageuse puisqu'elle condamnait au nom de la morale, de la santé, de l'avenir, non pas la production nucléaire américaine qui restait saine, non proliférante, non polluante, non nuisible, mais la production française et allemande qui était frappée d'une condamnation morale et écologique sans appel.

A quel point ces déclarations spectaculaires et sentimentales ainsi que les réactions qu'elles provoquent sont éloignées de la réalité, les techniciens le soulignent dans des déclarations précises. Tout le monde a pu lire les articles indignés provoqués par le contrat de re-traitement du combustible japonais à l'usine de La Hague. On ne parla que de la « poubelle » de La Hague, on était effaré, épouvanté que le gouvernement français ait pu signer un traité qui permettait aux Japonais de se débarrasser de leurs excréments nucléaires en les amenant chez nous. Or, disent les techniciens, ce que le public ignore, c'est que sans re-traitement, la quantité de déchets qu'il faut garder est trente fois plus grande qu'après le re-traitement. Le problème du stockage à long terme des combustibles irradiés est un problème grave que seul le procédé du re-traitement permet de résoudre en éliminant pour les ré-utiliser une grande partie des déchets radio-actifs et en concentrant les autres sous une forme stockable. Mais en provoquant l'indignation et l'inquiétude, en donnant au mouvement écologiste les moyens de se faire connaître et de diffuser leurs idées, les Américains font contre la filière française de fabrication de l'énergie nucléaire une opération avantageuse. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont accordé assez d'importance à ce problème capital pour nommer James Schlesinger, ancien secrétaire d'Etat à la Défense sous Nixon, à la tête de l'énergie atomique américaine. Il s'agit pour les Etats-Unis d'une spéculation sur

l'avenir. Qui sera demain le remplaçant des émirs du pétrole ? Qui fournira l'énergie à la terre entière ?

Tout le monde est tellement convaincu de la nécessité absolue d'assurer la relève du pétrole que partout les partis qu'ils soient de droite ou de gauche, ont senti la nécessité de poser cette question avec réalisme. En 1985, si le plan français est réalisé normalement, l'industrie nucléaire couvrira 70 % de la demande d'électricité. La France, qui était au 7ème rang mondial en 1975 pour la production de l'énergie nucléaire, sera probablement en 1985 au second rang derrière les Etats-Unis.

A quoi servent donc les écologistes ? Sans le savoir, ils sont les serviteurs de ce qu'ils détestent le plus, la civilisation américaine et la suprématie totale des Etats-Unis dans le monde de demain. Leur bonne foi est entière, mais ils ne discernent pas les conséquences de leur politique. Leurs craintes sont sincères, mais c'est très souvent parce qu'ils sont mal informés. Un rapport célèbre aux Etats-Unis, celui du professeur Norman Rasmussen du *Massachusetts Institute of Technology*, qui a travaillé pendant deux ans avec soixante collaborateurs, estime que les chances d'un accident nucléaire grave sont largement inférieures en probabilité à celles de la chute d'un avion sur un stade pendant un match. Des précautions rigoureuses sont prises pour éviter tous les risques. Elles coûtent fort cher. Le seul danger qu'il y ait pour l'avenir, c'est que la volonté d'exporter à tout prix et de triompher dans la course à la suprématie nucléaire n'amène à rendre ces précautions moins absolues et moins contraignantes pour pouvoir affronter la concurrence. On retrouve là les inconvénients et les dangers non pas de l'énergie atomique, mais de la civilisation libérale et mercantile. Mais c'est autrement que par le libéralisme et autrement que par la permissivité qu'on peut les surmonter. Si les écologistes étaient logiques avec eux-mêmes, ils ne seraient pas les collaborateurs et les complices de la gauche, ils seraient à nos côtés pour réclamer un régime d'autorité et de conscience nationale qui permette à la fois d'assurer notre indépendance et d'éviter les excès du gigantisme.

Mary MEISSNER.

L'immigration dans le monde

Si chacun restait chez soi et mangeait sa propre soupe, il n'y aurait pas besoin de Comités de migrations, ni d'autres associations de soutien moral, physique ou financier, de cette masse de travailleurs migrants, qui compromet l'équilibre des pays industrialisés.

Si un pays comme l'Italie, par exemple, s'aperçoit qu'il y a du chômage dans quelques régions de son pays (et c'est en général dû à une mauvaise gestion des pouvoirs publics), elle exporte — pas le chômage — mais la masse des travailleurs sans emploi. De ce fait, cela crée automatiquement un déséquilibre dans les finances de la région désertée, plus toutes les complications dues au départ du père ou de la mère : explosion des liens familiaux, enfants inadaptés ou caractériels, difficultés dans les études et propagande désastreuse de la part de jeunes, retournant au pays avec un téléviseur couleur, décourageant ainsi de plus en plus l'étude, en faveur de départs prématurés d'une jeunesse mal préparée à tous points de vue.

D'autre part, je lis dans les rapports du B. I. T. que, pour compenser le départ de ses travailleurs, l'Italie enregistre officiellement en 1973 : 40 000 Africains du Nord (dont un grand nombre en Sicile) ; l'Espagne en a 100 000, dont deux tiers sont des Portugais interdits d'entrée en France ; en Grèce, on compte 30 000 Egyptiens. La Yougoslavie envoie des travailleurs en Suisse et les remplace par des Italiens. Or, dès que les travailleurs étrangers se familiarisent avec les coutumes du pays où ils travaillent et comparent les salaires et les conditions de travail qui prévalent dans les pays du nord des Alpes, ils refusent à leur tour de faire certains travaux. Au cas où ils retournent chez eux, c'est pire. De toute façon, la population indigène stable est atteinte aussi. Ce travail qui, en 1950, apparaissait

comme un travail transitoire à court terme, s'est révélé être un marché du travail mal ajusté pour une structure à long terme, et c'est ainsi que les pays de l'Europe Occidentale se sont laissés aller à une dépendance toujours plus grande et continue de l'importation de main-d'œuvre étrangère, afin de faire fonctionner les secteurs cruciaux de leur économie et de garder leur niveau de vie.

Dans le Marché Commun seul, il y a couramment six millions de travailleurs immigrés. A ceux-ci s'ajoutent plus de 1,5 millions (plus 20 % de clandestins et autres difficultés de calcul) en Autriche, Norvège, Suède et Suisse. La Suisse pourra compter dans un proche avenir plus de travailleurs étrangers que d'ouvriers indigènes ; mais déjà le B. I. T. reconnaît que dans les pays suivants : Autriche, Belgique, Danemark et Irlande, pris ensemble, il y a plus de travailleurs étrangers que d'indigènes.

Les pays européens occidentaux trop gourmands s'aperçurent très vite que de boucher les trous dans le marché du travail en important sans discernement la main-d'œuvre étrangère, provoquait une pression soutenue sur l'infrastructure. Cependant, c'était après la clause d'octobre 1953 édictée par l'OCDE, et qui disait ceci : « les bases de ces décisions sont, premièrement, d'obtenir un haut niveau de vie par la croissance économique qui ne doit pas être limité par manque de travailleurs étrangers tant qu'il y a des surplus dans les pays limitrophes. Deuxièmement, les demandes émanant de travailleurs étrangers provenant des pays signataires doivent recevoir automatiquement un permis de travail si les travailleurs nationaux ne sont pas disponibles immédiatement. Troisièmement, les salaires et conditions de travail doivent correspondre à ceux appliqués aux nationaux dans les emplois similaires, à condition que ces travailleurs étrangers ne mettent pas en danger la paix industrielle. »

Or, certains pays se sont basés strictement sur les deux premiers paragraphes, mais n'ont jamais tenu compte du troisième, même pas aujourd'hui, alors que la situation de-

vient tendue. Les autorités préfèrent dépasser le budget pour créer des occasions de travail et laisser faire les entreprises privées lorsqu'elles gardent des centaines de frontaliers et donnent congé à des ouvriers du pays.

D'ailleurs, la demande de travailleurs étrangers provient de décisions prises par des employeurs privés et, dans une moindre proportion, par les pouvoirs publics ; mais en donnant satisfaction à ces employeurs, les gouvernements ont permis, d'une part, que micro-économiquement le travail soit mieux réparti, mais d'autre part, ont créé — peut-être sans le vouloir — de nouveaux problèmes ; par exemple, les répercussions financières sur l'infrastructure et les effets de l'emploi d'étrangers sur la production et la concurrence.

De toutes façons, les migrants n'apportent pas grand-chose à l'économie, car les migrants se nourrissent de l'économie, et l'économie des migrants, éternel cercle vicieux.

Dès lors, il n'est pas étonnant que, dernièrement, les gouvernements se sont mis à douter de l'utilité de la petite économie et de la validité des demandes des employeurs pour cette main-d'œuvre étrangère. De plus en plus, ils demandent que le travail soit apporté aux travailleurs là où ils sont, plutôt que faire le contraire.

C'est logique, puisque le capital social qui doit être investi pour ces travailleurs étrangers, leur dépendance sociale lourde dans trop de cas et un budget énorme, pèsent sur les pays qui les reçoivent ; ceux-ci n'auraient pas besoin de ces dépenses supplémentaires avec leurs seuls ressortissants.

Les migrations économiques contemporaines qui tendent à se nourrir de ce qu'elles gagnent et les problèmes sociaux indéniables qui en découlent, font que les politiques restrictives de la part de pays européens se font de plus en plus sentir, quoique les restrictions ne solutionnent aucun des problèmes fondamentaux existants, pour la bonne raison qu'elles ne touchent pas les causes.

En effet, prenons un exemple des apports. Si l'émigration des chômeurs s'avère momentanément bénéfique pour

les pays exportateurs, à la longue le calcul est faux, puisque la région, dépeuplée de ses meilleurs ou plus mauvais éléments dépérit, tant au point de vue industriel qu'agricole. Mais à cause de la Ligue des Droits de l'Homme, on ne peut interdire l'émigration. Les fonds étrangers apportés dans le pays compensent-ils les déficits économiques ? Le volume de ces apports d'argent s'est augmenté dans des proportions énormes grâce à tous les migrants en Europe et atteint plus de 2,5 millions de dollars (soit plus que le chiffre d'affaires du Groupe de la Banque Mondiale) ; au lieu d'acheter au pays ses propres produits, ces fonds servent à payer des produits importés, souvent fantaisistes et marginaux.

Par contre-coup. Il y a une accoutumance aux produits étrangers et un dédain certain pour les produits domestiques, laissant par conséquent peu de chance aux investissements dans la production indigène et aggravant la balance des paiements.

Toutes ces notes ont été relevées entièrement dans un rapport du B. I. T. No D. 22/1973 sous le titre « Migration of Workers as an Element in Employment policy. »

Jusqu'à présent, les causes et les effets ont été traités (en résumé), et au lieu de conclure comme je le fais au début de cet article, en demandant que chacun reste chez soi, puisque tout le monde pâtit d'une situation pour le moins ambiguë et paradoxale, ce rapport suggère, conseille et demande ce qui suit :

Des politiques de restriction non accompagnées de mesures laisseraient la situation telle qu'elle est aujourd'hui, et il faudrait tout d'abord assurer un « staff » suffisant dans les fonctions publiques essentielles, prenant en considération que dans *quelques années, la moitié environ des immigrants étrangers jouiront d'une liberté totale de mouvements à l'intérieur des pays européens* (page 94 du rapport).

Les politiques de restriction ne sont pas une affaire unilatérale. Elles peuvent créer des conflits et mettre en danger de bonnes relations entre pays exportateur et impor-

tateur de main-d'œuvre. Par conséquent, les analyses de migration doivent faire l'objet d'une *coopération internationale*. Dans la recommandation de l'emploi (révisée) 1949 (No 86), il est dit : « Dans les pays où l'emploi de migrants est sujet à restrictions, celles-ci doivent, autant que possible, *cesser d'être appliquées après cinq ans.* »

Il faut, d'autre part, davantage de coordination entre pays d'émigrants et d'immigrés. L'association entre pays se resserrant (aussi bien européens que méditerranéens), cela devrait inciter les gouvernements à penser *multilatéral*, et non plus *bilatéral*. Si dans un proche avenir, la moitié des travailleurs étrangers de toute l'Europe forment un tout institutionnalisé, partie intégrante d'un marché commun du travail, il n'y a rien à gagner à rester sur des accords bilatéraux seuls, car à quoi servirait un contrôle strict entre deux pays, alors qu'ailleurs il ne serait pas appliqué.

En résumé, il est suggéré qu'un effort soit fait sur une grande échelle pour éduquer les travailleurs migrants en puissance en vue de briser leur engagement de travailleurs mal payés pour des travaux de bas étage, ce qui éviterait des problèmes sociaux, alors que les pays industrialisés pourraient satisfaire leurs continuels besoins en travailleurs spécialisés (on est loin de la Sibérie !).

Une autre phrase à relever :

Maintenant que tous les pays sont devenus *de facto* des pays d'immigration — quoique quelques-uns refusent l'évidence — ils devraient commencer à traiter leurs immigrants comme des établis, et non pas des provisoires. Les pays importateurs doivent regarder à satisfaire les « minorités » importées et qui ont travaillé pour eux, et leur faire une place dans leur société ; autrement, ils contribuent à créer un sous-prolétariat, aujourd'hui et demain, avec tout ce que cela comporte de luttes de classes et d'ethnies. Je garde le bouquet pour terminer cet article :

Les pays membres du Marché Commun devraient considérer la possibilité de financer, par le truchement du Fonds Social Européen, les mesures préconisées dans le rapport, pour aider à la stabilisation des travailleurs migrants d'une

manière continue, sans distinction de races et de nationalités, afin de *ne pas rencontrer une trop forte opposition, si c'est un fait sur un plan national...* et d'ajouter : même si la Suisse, la Suède et l'Autriche ne font pas partie (encore) de ce Fonds, elles seront *obligées* de s'y rallier, car elles ne pourront pas rester *derrière encore longtemps*. Et puis, cette phrase lourde de sens et *très coûteuse* (pour qui ?) : « Le retour d'ouvriers spécialisés et formés serait un grand apport aux pays d'émigration ! ».

Conclusion

En définitive, il ressort de ce qui précède que non seulement mieux vaudrait rester chacun chez soi, mais aussi adapter sa politique ethnique intérieure (inhérente à chaque pays) à ses propres besoins, sans se baser sur ce que fait le voisin.

LES LIVRES DU MOIS

NOUVEAU LIVRE AMERICAIN SUR LE « GENOCIDE DE 1945 »

Dans la revue toujours bien informée « *Nouvel Europe Magazine* », on apprend par le biais d'un article de Pierre Hofstetter la parution simultanée à Londres et à Boston (Editions « *Routledge and Paul Kegan* ») d'un livre de l'Américain A. M. de Zayas, avocat réputé du barreau de New-York, intitulé « *Nemesis at Postdam* ». Dans l'introduction, l'auteur fait remarquer que « différents ouvrages ont été publiés sur divers aspects de la seconde guerre mondiale, sur l'agression allemande, l'extermination des Juifs, le procès de Nuremberg, l'accession de l'U. R. S. S. au rang de superpuissance, etc...

Une très importante conclusion du conflit est pourtant soustraite, d'une manière ou d'une autre, aux analyses qu'elle mérite : l'expulsion de 16 millions d'Allemands de leurs foyers d'Europe centrale et orientale. Ce déplacement modifia radicalement la « carte » économique, politique et démographique de l'Europe. Plus de deux millions d'Allemands moururent dans cette migration involontaire ; les autres furent entassés dans un Reich amputé, un pays d'une superficie inférieure à celle de la Californie, avec une densité de 600 habitants au kilomètre carré. Les misères humaines qui accompagnèrent ce déracinement représentent un des plus terribles chapitres de l'histoire du vingtième siècle. » Et plus loin, rapportant les conditions du déroulement de cet exode : « Furent commis des actes d'une cruauté et d'un sadisme incroyables. Des civils sans défense furent expulsés de leurs maisons à coups de fouet, les femmes violentées, les hommes réduits en esclavage, alors que des milliers d'autres étaient internés dans des camps en attendant leur déportation ».

La politique d'expulsion massive de populations entières, conçue comme une forme d' « expiation collective » fut lancée, d'abord, par Bénès en 1941, puis établie à Téhéran, ratifiée à Yalta, mise au point dans ses détails pratiques à Postdam ; dans le livre américain, tout ce processus est minutieusement rappelé, accompagné de documents, enquêtes, données statistiques sur les conditions d'exécution de « l'Opération », authentique génocide de deux millions d'être sans défense — en grande partie femmes, enfants, vieillards, malades ou mutilés — dont les compagnons survécurent péniblement, après des mésaventures inouïes encore aujourd'hui ignorées du « grand » public.

*
**

Une revue féminine internationale

D'ESPAGNE : « ERIKA »

Nous avons reçu d'Espagne « ERIKA » : sous une magnifique couverture, la première revue féminine internationale des nôtres. Internationale, parce que rédigée en cinq langues, c'est-à-dire — outre l'espagnol, l'italien, le français, l'allemand et l'anglais. La publication est graphiquement ce que l'on a vu de mieux ces dernières années dans nos rangs, et ce n'est pas dépourvu de signification le fait qu'elle ait été réalisée en Espagne, où la vieille « structure » se désagrège sous les coups portés dans le cadre de cette massive opération de « subversion par le haut » en œuvre désormais au grand jour.

Et pourtant, précisément en Espagne, au moment le plus dramatique jamais vécu par nos forces, est en cours une contre-offensive de grande ampleur de ces mêmes forces qui, avec juste raison, se battent à présent sur ce « front culturel » longtemps, trop longtemps négligé. Maisons d'édition, bibliothèques de culture politique, nouveaux livres, revues diverses : voilà les nouvelles favorables qui nous parviennent, nombreuses, de ce pays.

« ERIKA » se place dans ce contexte et il faut louer l'initiative, prise par les Editions BAUSP, qui diffusent la revue à l'échelle européenne.

Dans le premier numéro — couverture en trichromie, papier glacé, 100 pages, périodicité trimestrielle, abonnement annuel 5 dollars — écrivent : Marisa Cejuela (Présentation), Sonia Hochfelder, Harriet Paulssen, Dulce Maria Andrade, Lucia Monda, Thérèse Rovelli, Elena Ludwig, Maria Infiesta.

Les articles abordent les thèmes suivants : Egalité ou liberté, L'agression « de l'Ouest », Marcuse et Gentile, Le « nationalisme » dans le Jura, Les travailleurs étrangers en Autriche, La politisation de l'art.

Ecrire à EDICIONES BAUSP — Apartado de Correos 14010, Barcelona (Espagne).

*
**

PIERRE POUJADE, « A L'HEURE DE LA COLÈRE », EDITIONS ALBIN MICHEL, 250 pages.

Issu d'une famille traditionnellement monarchiste et catholique, Pierre Poujade a fait trembler le régime. Il suffit de se souvenir de la campagne électorale de 1956 où ses slogans comme « sortez les sortants » soulevaient l'enthousiasme de foules immenses qui trouvaient dans ce tribun chevronné la voix de leur colère. Car l'inattendu succès électoral du poujadisme fut en effet le reflet de la colère des Français fatigués de la gabegie, de la pression fiscale impitoyable, de la politique incohérente des gouvernants d'alors, des promesses jamais tenues mais toujours répétées aux bons moments sous les préaux des écoles transformés de temps en temps en tribunes électorales ; bref, de tout ce qui se passe encore aujourd'hui.

Telle qu'il la rapporte dans « A l'heure de la colère », la vie de Pierre Poujade n'est pas banale. Dès l'âge de 15 ans, il se lance dans la mêlée politique en chahutant les

réunions communistes. Au service du Maréchal sous l'occupation, il est chargé de diriger une Compagnie de jeunes. Puis il se retrouve à Alger via Casablanca après avoir tâté de la prison en Espagne. Mais, avoue-t-il, il ignorait complètement les luttes intestines qui déchiraient la résistance. Il ne savait pas, ajoute-t-il, « que les chefs F. T. P. « résistaient » avec l'arrière-pensée de prendre le pouvoir et ne supportaient pas la moindre concurrence ». Naturellement, le réveil est maussade et Pierre Poujade jure qu'on ne l'y reprendra plus.

Maintenant, il faut survivre et gagner sa vie. Après un dur travail de représentant d'éditeurs, il devient « le papetier de Saint-Céré » et ce fut « sa première rencontre avec les difficultés du crédit aux travailleurs indépendants ». Le combat politique reprend lorsqu'il se présente aux élections municipales contre le châtelain et artiste Lurçat.

Poujade élu, c'est déjà l'amorce du poujadisme. En juillet 1953, on annonce d'un seul coup une vingtaine de contrôles fiscaux et c'est alors la création du premier comité anticontrôle avec ce mot d'ordre dont beaucoup devraient s'imprégner aujourd'hui : « on ne meurt plus pour le fisc ». Trois mois après, c'est la naissance de l'U. D. C. A. D'abord circonscrite dans quelques départements du centre de la France, la popularité de son mouvement gagne rapidement tout le pays et la première réunion parisienne rassemble plus de 20.000 sympathisants au Vel d'Hiv.

Celui dont on riait au départ devient inquiétant. Les chasse-trapes ne manquent pas pour saboter le mouvement : la calomnie, le chantage, tous les moyens habituels que les gens des partis ou des grandes administrations connaissent très bien sont utilisés. Le ministre de l'intérieur d'alors (Pflimlin) va jusqu'à dire : « Poujade est un danger pour la République, il faut l'arrêter. Tant pis si ça saigne ». Ce qui signifie en plus clair : la place est trop bonne, il nous faut la garder et supprimer cet empêcheur de tourner en rond.

Les élections législatives de 1956 montrèrent l'importance populaire du poujadisme puisque plus de 50 députés de l'U. D. C. A. furent élus. Ce n'était pas compter sur les

roueries des mœurs parlementaires et la finaudeerie des habitués des gradins qui utilisèrent la règle des invalidations pour renvoyer certains élus dans leur foyer. Mais le retentissement de ce succès fut immense dans tout le monde occidentale. Pierre Poujade eut droit à la première page du Times ; le Pape Pie XII lui accorda une audience d'une demi-heure ; dans tous les pays d'Europe, des mouvements s'inspirant du poujadisme se développèrent.

Pierre Poujade n'avait pas perdu son temps et s'il n'a plus aujourd'hui d'importance politique apparente, il a laissé son nom à notre langage. On pourrait définir un peu littérairement que le poujadisme est la saine et sainte révolte des classes moyennes attaquées de tous les côtés. D'ailleurs, son combat n'a pas été vain. Il a créé des cadres efficaces qui ne rechignent pas à la tâche. Sans Pierre Poujade, il n'y aurait pas un Nicoud ou un Gingembre.

Mais le combat n'est pas terminé car de nouveau sonne « l'heure de la colère ».

Jean-Paul ROUDEAU.

*
**

*PIERRE GRIPARI, « PEDIGREE DU VAMPIRE »,
EDITIONS L'AGE D'HOMME, 226 pages.*

Pierre Gripari est bien connu des lecteurs de « Défense de l'Occident » puisque, à plusieurs reprises, il y a publié des articles de réflexion, de fiction ou d'anticipation.

L'écrivain est apparemment un amoureux des paradoxes qui ne semble pas souffrir d'être classé dans une quelconque catégorie. Ce n'est pas même un écrivain indépendant puisque le fait de se proclamer comme tel signifie déjà que l'on appartient à une caste. Disons qu'il s'agit d'un auteur insaisissable, et l'on peut s'interroger si, lui-même se complaisant dans ses contradictions (1), ne tire pas grande fierté de son originalité.

(1) Cf. *Entretien avec Pierre Gripari* (« Défense de l'Occident » N° 127).

Le « Pédigrée du Vampire » est un recueil de contes fantastiques dont les thèmes essentiels sont le Sang et la Mort. Aussi ancienne que soit l'écriture, dès son origine même alors qu'elle n'était que l'expression matérielle d'une tradition orale préhistorique, ce thème maléfique ou bénéfique du sang et de la mort a toujours été évoqué et, au risque de faire hausser les épaules des théologiens, je dirais que l'apothéose bénéfique est sans doute le sang versé du Christ mort sur la Croix.

De l'Égypte antique à Victor Hugo, Pierre Gripari a soigneusement choisi les extraits les plus significatifs des plus grandes œuvres de la littérature universelle et ses commentaires d'une extrême clarté et d'une impressionnante érudition font de cet ouvrage une anthologie unique en son genre.

Pour les passionnés de fantastique, c'est-à-dire « de tout ce qui échappe à l'expérience normale de l'homme moyen, sain d'esprit, raisonnable, lucide et à l'état de veille », le « Pédigrée du Vampire » est indispensable.

Jean-Paul ROUDEAU.

*
**

JACQUES DE LAUNAY, « LES DERNIERS JOURS
DU FASCISME EN EUROPE », EDITIONS
ALBATROS, 321 pages.

Sans doute qu'il y aura encore bien d'autres ouvrages sur ce sujet car les témoignages ne sont pas tous connus et trop d'archives sont toujours interdites aux historiens. Mais le livre de Jacques de Launay sur l'agonie de l'Allemagne National-Socialiste et de l'Italie de Mussolini est une étape importante dans l'étude de la fin de la dernière guerre mondiale car, outre l'exploitation de documents personnels, il sut faire parler les témoins directs des événements ainsi que les confidents des responsables de premier plan d'alors.

En juillet 1943, Grandi réclame la réunion du Grand Conseil fasciste avec un ordre du jour dans sa poche : il ne s'agit, ni plus ni moins, que de revenir aux normes constitutionnelles et de restituer le pouvoir au roi, pouvoirs militaire et politique. Farinacci, constatant l'échec militaire, demande seulement que le roi redevienne le chef des armées. Quant à Scorza, il souhaite que les cadres de la hiérarchie soient remplacés. Bref, il s'agit en réalité d'un véritable complot qui vise à éliminer le Duce et en effet, après l'audience royale, le gouvernement est confié au Maréchal Badoglio et Mussolini se trouve emprisonné par ruse à l'hôtel de Montagne du Gran Sasso. Mais Hitler n'est pas homme à se laisser intimider trop longtemps et entend bien délivrer son vieux compagnon de combat d'où l'admirable exploit du colonel Skozeny dont l'audace sera longtemps retenu par l'histoire. Appuyé par les Allemands, Mussolini forme un nouveau gouvernement à Salò pendant que le roi et Badoglio déclarent la guerre aux puissances de l'Axe.

La suite est connue : la guerre civile, l'Italie transformée en champ de bataille, l'abdication de Victor Emmanuel III et l'ignoble assassinat de Mussolini arrêté sur les bords du lac de Côme.

En Allemagne, la chute du régime relève de la même trahison des amis d'hier qui avaient grimpé tous les échelons qui mènent aux plus hautes fonctions. Sans parler du cas de Canaris dont le cas est toujours controversé, il faut bien reconnaître que les officiers qui ont trempé dans l'attentat de juillet 1944, comme von Stauffenberg par exemple, n'avaient pas les mêmes scrupules lorsque la soupe était bonne.

Mais avant tous les comploteurs professionnels ou d'occasion, ce furent les industriels qui, comme ils ne pouvaient plus tirer de bénéfice, décidèrent de supprimer ceux qui les avaient engraisés pendant tant d'années.

En Italie, le projet Tarchi de socialisation ne verra jamais le jour et lorsque une grève éclatera à Milan et à Turin en mars 1944, elle sera secrètement approuvée par les industriels. De leur côté, les industriels allemands rencontrent en secret leurs confrères des pays alliés à Lisbonne ou à Bâle.

L'argent étant apatride, peut importe l'issue des combats pourvu que les financiers retrouvent leurs comptes à la fin du conflit.

Ce livre contient de nombreux documents inédits qui éclairent des faits jusqu'à présent discutés. Et il faut bien ajouter que l'analyse brillante de Jacques de Launay fait sortir l'histoire des conformismes habituels.

Jean-Paul ROUDEAU.

*
**

MICHEL MOURLET, « CHRONIQUE TRANQUILLE DE PATRICE DUMBY », S. P. L. EDITEUR (209 pages).

Un héros de Stendhal qui aurait lu Nietzsche : tel est Patrice Dumby, le personnage central, excentrique, et égocentrique, du dernier roman de Michel Mourlet. Roman ? la couverture l'affirme. Alors appelons roman cet ouvrage composé de récits, de contes, de nouvelles, où les confidences voilées de l'autobiographie affleurent souvent aussi. Cet ensemble, hétérogène quant à sa forme, trouve son unité dans le ton que lui impose Patrice Dumby. De ce diable de personnage il n'est pas aisé de parler froidement, aussi Michel Mourlet prend-il son parti sans restrictions et s'abstient de tout jugement. Alors on ne sait plus très bien qui est le « je » de tous ces récits à la première personne, et l'on se demande si la complicité évidente de l'auteur et de son héros n'aurait pas pour tâche de dissimuler leur identité. On expliquerait ainsi tout le « vécu » dont retentit ce livre, ces anecdotes qui ne s'inventent pas, ces sentiments qui pour être aussi finement exprimés ont dû être profondément éprouvés. Cette façon de nous le décrire, sa sensibilité, sa passion pour les femmes et l'amour font de Patrice Dumby un personnage stendhalien ; son amoralisme tranquille dévoile le nietzschéen.

Achevons de passer Patrice au crible des catégories : un jouisseur, dira le moraliste ; un hédoniste précisera le philosophe ; un produit de la décadence irréversible de la classe bourgeoise, assènera le marxiste ; un homme charmant, assureront les femmes, qui savent reconnaître qui les aime.

Michel Mourlet lui, se satisfait de nous faire partager le plaisir qu'il prend à parler de Patrice, et plus encore des femmes. Cécile, Aline, Grazia, Elfid, et beaucoup d'autres, composant une succession de gracieux portraits de femmes brossés avec tendresse, éclairent le vrai sujet de ce livre qui semble bien être le goût émerveillé d'un homme pour les femmes.

Frédéric LORMEAU.

*
**

GEORGES LENOTRE, « TROIS SIECLES D'HISTOIRE DE FRANCE : D'HENRI IV à LOUIS XVI », (TOME 1), LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN, 447 pages.

Au cours d'un débat télévisé (1), je ne sais plus quel pédant du style universitaire, avec un air de supériorité inquiétant, a contesté la qualité d'historien « aux Bainville et autres Lenôtre ». Il est bien dommage que je ne me souviene plus du nom de ce prétentieux car je me serais plu à vous communiquer son identité pour qu'il reste quand même une trace de cet individu dans les annales de la bêtise qui doivent être tenues régulièrement à jour.

Lenôtre fut un très grand historien, je dirais même qu'il fut un novateur car il comprit que l'Histoire qui se construit chaque jour sans que nous en ayons conscience, est seulement le fait des hommes qui n'avaient que de temps en

(1) Je crois qu'il s'agissait d'une émission des « dossiers de l'écran » sur Louis XVI.

temps des théories, qu'ils accommodent à leur façon et selon leur humeur. L'Histoire est sans doute une science avec ses règles et ses principes, mais c'est également une passion quotidienne.

« Trois siècles d'Histoire de France » est le recueil de soixante articles que l'auteur, célèbre pour tous ses ouvrages sur l'époque de la Révolution française, publia dans « Le Temps ». D'après le préfacier de ce premier volume (2), il en écrivit plus de 800 en quarante ans.

Lenôtre ne voit pas l'histoire à la manière des manieurs de grands systèmes. Il regarde vivre les hommes, les étudie par le bout de la lorgnette et décortique leur vie privée. De ces observations inattendues, il en tire les conséquences, montre les répercussions que telle tare, telle mauvaise humeur quotidienne et tel rôl brûlé un certain jour ont sur la haute politique ou la stratégie des maréchaux en campagne. Il a en effet compris que l'histoire que nous connaissons ne s'explique pas seulement par les seules raisons d'intérêts nationaux ou la mise en pratique de systèmes plus ou moins construits, mais également par l'existence d'incidents mineurs. Ce que certains appellent la « petite histoire » est un aspect très important de l'Histoire.

Il fut l'un des grands historiens de la vie intime des hommes publics. De 1881 à sa mort, il aura frappé à toutes les portes des appartements privés, se trouvant à la fois dans les cellules et les auberges, espionnant les tricoteuses et les puissants, caché sous les estrades, écoutant aux portes ou regardant par le trou des serrures, car il savait que la grandeur retenue par l'Histoire se fabriquait en réalité derrière les rideaux tirés, que le sort de la société dépendait en réalité de peu de chose.

Je conseille au cuistre, dont j'ai oublié le nom, de lire cette chronique de « Trois siècles d'Histoire de France ». Il en apprendra autant que dans les pensums de ses collègues spécialistes, et avec plus de plaisir.

J.-P. ROUDEAU.

(2) *P. Bessand-Massenet.*

TRIBUNE DES MOUVEMENTS

Pour l'unité des groupes d'extrême-droite

par Pascal GAUCHON.

A la fin du mois de septembre, au cours d'une conférence de presse, les responsables du Parti de Forces Nouvelles ont annoncé qu'ils présenteraient une centaine de candidats et propose l'« unité d'action » avec les autres organisations nationales. De quoi s'agit-il ?

L'unité.

S'il est un mot qui, régulièrement, éveille à droite des espoirs, c'est bien le mot unité.

Une unité qui n'a jamais été totalement atteinte — sauf à l'époque du Comité Tixier-Vignancour. Même lors de la campagne du Front National en 1973, à l'époque où Jean-Marie Le Pen n'avait pas encore exclu François Dupret (qui fut réadmis bien plus tard), ni chassé François Brigneu, Alain Robert et les éléments proches d'Ordre Nouveau, au plus fort même de la campagne électorale, il restait encore beaucoup de gens qui refusaient à l'unité, plus extrémistes (G. A. J.) ou plus modérés (A. R. I. L.) que le Front.

Il est vrai que, quand la droite a pu faire son unité et marcher dans le même sens, elle a pesé lourd. C'est le cas lors du mouvement Poujade, largement animé par des hommes de nos idées, en mai 1956, ou lors des comités Tixier.

On peut prendre en considération également les cas où la droite, sans se regrouper sous ses propres couleurs, a fait la différence entre deux Tendances de la majorité.

En 1974, de nombreuses forces de droite, et non des moindres, *Comités Faire Front* d'abord, puis *Minute*, associations de rapatriés, traditionnalistes, appelèrent à voter Giscard d'Estaing plutôt que Chaban, qui ne recueillit que 15 % des voix.

En 1977, pour les municipales de Paris, de la même façon une large partie de la droite — P. F. N., C. S. A., Minute enocre, Aspects de la France, Traditionnalistes de St Nicolas du Chardonnet — se décida pour choisir qui l'emporta.

Dans les deux cas, le *Front National* crut bon d'aller seul à la bataille. Sous ses couleurs il recueillit en moyenne 1 % des voix. C'est assez dire que la majorité de la droite refusa de le suivre !

L'unité d'action entre les principales forces de droite ne fut pourtant pas inutile. De Chaban à Giscard, de Giscard à Chirac, ces forces ont favorisé le développement d'une tendance « droitière » de la majorité. Nous nous en félicitons — Et J.-M. Le Pen lui-même, dans sa dernière conférence de presse, nous donnait tardivement raison en reconnaissant qu'il ne devait plus attaquer cette aile « droitière ». C'est donc que l'action du P. F. N. fut efficace !

*
**

Pour 1978, le P. F. N. a résolu de présenter ses candidats. Les raisons de ce choix sont longuement analysées dans le n° 21 d'*Initiative*. Disons simplement que les décisions — ou la tactique — de la majorité amènent cette dernière à multiplier les primaires. Dans ces conditions, nous ne voyons ennemi, la Gauche, qu'elle aille unie ou divisée aux élections.

Le 29 septembre, nous annonçons donc notre intention de présenter des candidats et donnions à la presse une première liste de cent noms.

Mais il est bien évident que nous tenions compte des intentions affichées depuis longtemps par le Front National. Imaginons qu'il y ait deux ou trois candidats de droite par circonscription ! Ce serait un désastre ! Ils passeraient leur temps à s'étripier, au lieu de faire leur propre campagne. Il serait tout autant inadmissible qu'une polémique s'établisse, pendant la campagne, contre les responsables des deux organisations .

Aussi avons-nous proposé un comité d'action. Mais attention ! Il ne peut s'agir d'une « fusion » : les organisations ont leur force et leur originalité, et nous entendons conserver les nôtres. Envisager une unité totale, après les injures dont nous ont couvert certains, ne serait d'ailleurs pas réaliste. Ce que nous proposons est un accord de *modus vivendi*, qui permette de faire cesser les polémiques et de ne présenter qu'un candidat par circonscription.

Trois jours plus tard, M. Le Pen nous répondait. Il annonçait son intention de présenter 200 candidats, mais ne publiait aucune liste — jusqu'à présent, le Front national n'a révélé qu'une cinquantaine de noms. Il se ralliait à notre thèse, qui est d'attaquer en priorité l'aile gauche de la majorité. Par contre, à notre appel à l'unité, il répondait en expliquant que nous sommes un « appendice du R. P. R. » — M. Le Pen affirmait avec la même mauvaise foi, le 19 novembre 1974, dans un article du *Figaro*, que nous étions à la solde des giscardiens ! — Curieux langage pour un homme qui, paraît-il, veut l'unité ? Et il ajoutait qu'un accord était possible « si le P. F. N... se rallie à nos thèses ». Ce qui est bien sûr exclu.

Sans nous décourager, nous avons envoyé au *Bureau Politique* du Front National une lettre renouvelant nos propositions d'accord. Voici quelques extraits de cette lettre.

En ce qui nous concerne, nous pensons qu'un accord entre les formations nationales est souhaitable et possible sur les bases suivantes :

1) Répartition des secteurs entre les candidats des partis concernés de façon, a) à respecter l'unicité de candidature, afin d'éviter des luttes stériles, b) afin de couvrir le maximum de circonscriptions.

2) Liberté de programme de chacune des formations.

3) Engagement public et total de désistement au second tour — s'il y a lieu — systématiquement contre le candidat de gauche, et par le candidat le plus droitier, lorsque la gauche ne menace pas.

4) Appel des formations nationales à voter pour le candidat de droite choisi (P. F. N., ou FRONT NATIONAL.)

Nous restons évidemment à votre disposition pour toute contre-proposition que vous souhaiteriez formuler, et dans l'attente de vous lire, nous vous prions de croire, Messieurs, à notre considération très distinguée.

Voilà où en est notre débat. Nous avons publié toutes nos propositions, nous avons refusé les négociations susdites car nous pensions que la masse des sympathisants de droite doit être largement imposée. Et aussi les lecteurs de *Défense de l'Occident*.

Au moment où j'écris, nous n'avons obtenu comme réponse, pas même une fin de non recevoir, pas même une proposition de rencontre de nos état-majors respectifs.

C'est donc à la base de prendre notre relais, de faire pression sur les dirigeants du Front pour qu'ils aient ne serait-ce que la politesse de nous répondre. Et de prouver, par les faits, qu'eux aussi veulent l'Unité.

Pascal GAUCHON

P. S. — Depuis la rédaction de cet article, le Parti des Forces Nouvelles a reçu une lettre du Président du Front National. Cette réponse, qui introduit de nombreux préalables, n'apporte rien quant au fond du débat.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Novembre 1977

Daniel COLOGNE

Georges GONDINET

POUR EN FINIR AVEC LE FASCISME

Essai de critique traditionaliste-révolutionnaire

Edité par le Cercle Culture et Liberté

Le philosophe italien Julius Evola a parlé d'une *mythologisation* du fascisme.

Celle-ci n'est pas l'œuvre des seuls ennemis du fascisme, ses adeptes eux-mêmes évitant rarement le piège d'une *idéalisation* nostalgique.

Il existe en effet deux sortes de « mythologisation » du phénomène fasciste : une « mythologisation » positive, apanage d'une extrême-droite passéiste et une « mythologisation » négative, produit de l'idéologie dominante, fondée sur la malhonnêteté intellectuelle et la volonté diffamatoire.

Le présent essai a pour objectif de dépasser ces deux positions.

Table des matières :

Introduction : La « mythologisation » du fascisme.

1) Critique externe : adversaire partiels et exégètes partiels.

2) Critique interne : nostalgiques inconditionnels et héritiers lucides.

3) Pessimisme de l'intelligence et optimisme de l'action.

4) Matérialisme biologique et race de l'esprit.

5) Totalitarisme et totalisme.

6) Socialisme-vision et socialisme-remède.

Conclusion : Négations absolues et affirmations souveraines.

40 pages.

Prix : 10 FF — 5 FS — 80 FB.

Frais de port : 1,45 FF (France) ; 1,40 FF (étranger).

Commandes à : « Totalité », B. P. 405.16, 75769 Paris Cedex 16.

Ouvrages disponibles aux Editions des Sept Couleurs

13, rue des Montibœufs, Paris 20ème - C. C. P. 218219 Paris

(Catalogue valable jusqu'au 31 Décembre 1977)

Ajouter 10 % de frais de port — Franco de port à partir de 100 F.

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

- | | |
|--|-------|
| 1. Poèmes de Fresnes, 15ème édition | 20 F. |
| 4. Les Quatre Jeudis, in-8°, 485 p. cartonné (10 ^e mille) | 39 F. |
| 6. Domrémy, édition à tirage limité, exem. sur Arches | 70 F. |
| 7. Lettres écrites en prison, (1944-1945), in-8°, 240 p. | 27 F. |

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

- | | |
|---|-------|
| 8. Une lecture de Balzac, in-8°, 410 p. 2ème édition | 36 F. |
| 9. Marcel Proust romancier,
Tome I, 420 p. in-8° | 39 F. |
| Tome II, 400 p. in-8° | 39 F. |
| 10. L'Oeuvre de Flaubert,
in-8°, 450 p. avec index et notes | 45 F. |
| 11. Nuremberg ou la Terre promise,
in-16, 248 p. (25 ^e mille) | 30 F. |
| 12. Les Temps Modernes, in-16, 220 p. | 24 F. |
| 13. L'Oeuf de Christophe Colomb, in-12, 248 p. | 24 F. |
| 15. Sparte et les Sudistes, in-16, 230 p. | 27 F. |

FRANÇOIS DUPRAT

- | | |
|---|-------|
| 17. Les Campagnes de la Waffen SS,
tome I, in-8°, 312 p. 27 cartes | 27 F. |
| tome II, in-8°, 256 p. 13 cartes | 27 F. |

JULIUS EVOLA

- | | |
|--|-------|
| 19. Les hommes parmi les ruines, in-8°, 254 p. | 36 F. |
|--|-------|

BON DE COMMANDE

Veillez m'adresser les livres Nos

Ci-joint, mon règlement CCP (3 volets), chèque bancaire, mandat-
carte, etc... (CCP Les Septs Couleurs 218219, Paris).

M. M^{me} M^{lle}

Rue :

Ville :

Code Postal :

Signature,